

COSTS

NOUVELLES DE L'OTAN



ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD • SERVICE DE L'INFORMATION • PARIS

JANVIER 1963



NOUVELLES DE L'OTAN

Publication Mensuelle, Janvier 1963



Sommaire

La Révolution silencieuse IV :	
A la recherche de l'Unité : Le Marché Commun, par l'Ambassadeur Roberto Ducci.	1
La Nouvelle Génération Allemande, par le Professeur Richard Hauff.	7
La Réunion Ministérielle de l'OTAN (Paris, 13-15 décembre 1962).	12
Lettre de Luxembourg, par André Heiderscheid.	14
Le mur est-il solide ?, par John S. Hodder.	16
L'Europe dans le « Monde Atlantique », Stage du CIFE	19
Pleins feux sur l'OTAN.	20
La Voix de l'URSS.	
L'Union Soviétique et le Marché Commun européen.	22
Nos lecteurs nous écrivent.	
Lettres de : E.-M. Tomkinson, M.-L. Dr Gräfin Strachwitz, Joh. Ranzijn, Jr, J. de Cerigny et Horst v. Schlichting	23
Documentation.	
L'Union de l'Europe occidentale et les problèmes de l'OTAN	25
Les Dépenses de défense des pays de l'OTAN	26
Livres.	
L'Alliance Atlantique, par Claude Delmas.	27
« The Spread of Nuclear Weapons », par Léonard Beaton et John Maddox.	27
« Wer soll der Herr der Erde sein ? », par Hugo Fischer	27
Bibliographie (établie par la Section Documentation de l'OTAN)	28
Divers.	
Réunion de décembre du Conseil de l'ATA.	13
Colloque occidental des étudiants.	26

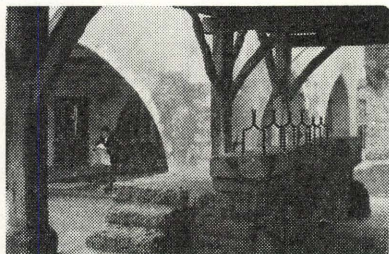


PHOTO DE COUVERTURE

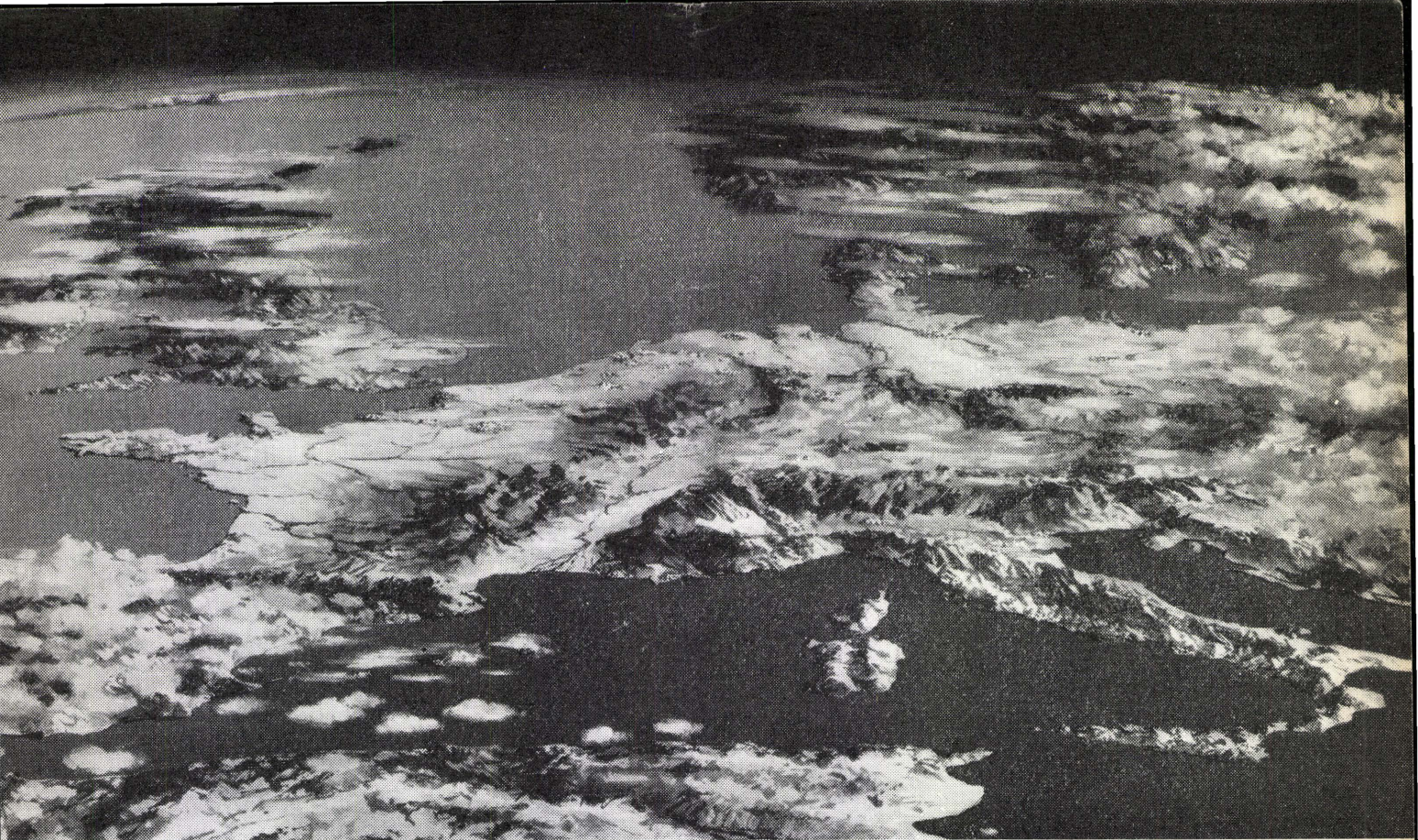
Au sein de la Communauté Atlantique

L'OTAN existe afin que les populations de tous les quinze pays membres puissent continuer à mener leur vie paisible, en respectant les coutumes locales et les vieilles traditions symbolisées par cette scène pittoresque dans un village de France.

(Photo : H. Cartier-Bresson, MAGNUM)

Maquettistes : A. MORANGE et R. FOURNIER

Les « Nouvelles de l'OTAN » sont publiées sous l'autorité du Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Leurs articles ne doivent pas être considérés comme exprimant les opinions du Conseil de l'Atlantique Nord ou de ses Gouvernements membres pris séparément.



A LA RECHERCHE DE L'UNITÉ

LE MARCHÉ COMMUN

C'ÉTAIT le 25 mars 1957 et la nuit tombait sur la Colonne du Capitole, à Rome. Quelques centaines de personnes attendaient sur la Piazza, en face des tapisseries anciennes accrochées aux balcons du Palazzo dei Conservatori. La soirée fraîche avait la douceur du printemps naissant. Soudain, toutes les cloches du Capitole retentirent et les oiseaux nichés dans les vieux toits et dans les arbres s'envolèrent. A l'intérieur du palais, construit par Michel-Ange, douze hommes d'Etat, en provenance de six pays d'Europe, apposaient leur signature sur la dernière page d'un document volumineux intitulé « Traité de Rome ». Ce document comportait quelque deux cents pages de parchemin immaculé : le temps avait

manqué pour y faire imprimer les 248 articles, 4 annexes, 9 Déclarations, 2 Conventions et 13 Protocoles instituant la Communauté Economique Européenne, connue sous le nom de Marché Commun. A cet instant, des pensées diverses devaient traverser l'esprit de ces douze hommes : satisfaction devant une tâche bien accomplie ; sentiment de responsabilité aussi devant ce qui restait à faire, car la splendide cérémonie qui venait de se dérouler était davantage un début qu'une conclusion.

Mais c'est sans doute un sentiment d'émerveillement qui s'est imposé à eux en premier lieu : six anciennes et orgueilleuses nations d'Europe — dont trois avaient exercé dans le passé une suprématie sur le Continent — s'enga-

geaient mutuellement à fondre leurs économies, à constituer une union douanière, commerciale et économique. Afin d'atteindre ce but, elles s'engageaient à renoncer à la majeure partie — sinon à la totalité — de leur souveraineté dans le domaine économique. Comment cela avait-il pu se produire ? Qu'est-ce qui avait permis à ces douze hommes, Premiers Ministres ou Ministres des Affaires étrangères, de monter au Capitole — lieu le plus noble du Monde — pour engager leur pays dans cette recherche de l'unité qui est sans exemple dans l'Histoire depuis le Second Congrès continental de 1766 ? Machiavel se plaisait à dire que le succès des initiatives humaines était dû pour moitié à la « valeur » des hommes et pour moitié au hasard. Il serait malaisé d'évaluer la proportion de mérite humain et de hasard qui ont permis la création du Marché Commun européen. L'élément de chance est cependant évident dans cette remarquable affaire. Pourquoi d'ailleurs n'en serait-il pas ainsi ? Ne devons-nous pas au hasard de

nombreuses réalisations spectaculaires, la pénicilline par exemple ?

En 1949, M. Paul Hoffman, le plus habile des Administrateurs du Plan Marshall, pressa, adjura même, les Européens de fusionner leurs économies pour que la reconstruction d'un continent disloqué par la guerre puisse s'inscrire dans une seule épure et que l'industrie, une fois ranimée, puisse s'engrener sur un marché aux dimensions modernes. L'Europe, toutefois, répondit par un « non » courtois. Même un homme aussi clairvoyant que Jean Monnet ne put accueillir favorablement une idée aussi révolutionnaire. Il préféra mettre sur pied un nouveau projet, également animé d'une impulsion révolutionnaire, mais qui ne s'appliquait qu'à un domaine très limité, pour important qu'il soit, de l'économie européenne.

L'ère des « pools »

Cependant, au cours des premières années 50, grâce à un Britannique, un Américain et un Français (Churchill, Marshall et Monnet, qui furent plus tard rejoints par l'Italien De Gasperi et l'Allemand Adenauer), les hommes à travers l'Europe commencèrent à parler d'unité européenne. Il est intéressant de noter que personne, ou presque, ne parlait d'unité économique. Il existait des plans de défense commune à partir desquels surgirent plus tard des propositions pour une communauté politique. Il existait des projets visant à la création d'autorités spécialisées dans divers domaines tels que les services postaux et la santé publique. En fait, la période 1951-53 pourrait être appelée l'ère des « pools ». Mais la première étude sérieuse des moyens de réaliser l'unité économique du Continent ne fut entreprise qu'au début de 1954, quelques mois à peine avant que la Communauté Européenne de Défense ne s'effondrât dramatiquement au cours d'une réunion des Six à Bruxelles, entraînant dans

sa chute tout espoir de constitution rapide des Etats-Unis d'Europe.

Pourquoi l'imagination et la volonté politiques se sont-elles concentrées sur toutes les formes d'union à l'exclusion de l'économique ? La réponse à cette question est relativement simple. Au cours de ces années-là, il existait une menace extérieure définie et palpable à laquelle la réponse évidente était l'union de l'Occident dans les domaines de la politique étrangère et de la défense. La menace de subversion interne due à la misère et au chômage s'estompait et l'aide américaine renforçait les gouvernements contre la révolte communiste. Les traditions, le sentiment populaire, les préjugés et la paresse militaient tous en faveur d'une protection jalouse des marchés nationaux. Seules les petites nations préconisaient la baisse des tarifs douaniers. La Grande-Bretagne ne pouvait entraîner l'Europe vers un plus grand libéralisme, car c'eût été contraire aux liens qui l'unissaient à son empire. En France, en Italie et même en Allemagne, l'opinion s'inquiétait des conséquences possibles sur la main-d'œuvre et la stabilité d'une suppression, même progressive, des barrières contre la concurrence étrangère.

Comment se fait-il alors qu'en juin 1955, moins d'un an après l'échec du projet de Communauté Européenne de Défense, six gouvernements aient accepté de charger leurs experts de trouver les méthodes et les moyens pour créer un Marché Commun européen ? La décision adoptée à Messine résultait d'un compromis entre les idées de M. Jean Monnet, représentant le gouvernement français, et celles du Ministre des Affaires étrangères néerlandais, M. Bayen, appuyé par les autres gouvernements. M. Monnet souhaitait que la construction de l'Europe se poursuivît sur la base du même principe que la Communauté Charbon-Acier, principe qu'il désirait voir appliquer au domaine de l'énergie atomique ainsi qu'à celui de l'énergie et des transports.



La fin du début : six pays signent le Traité de Rome.

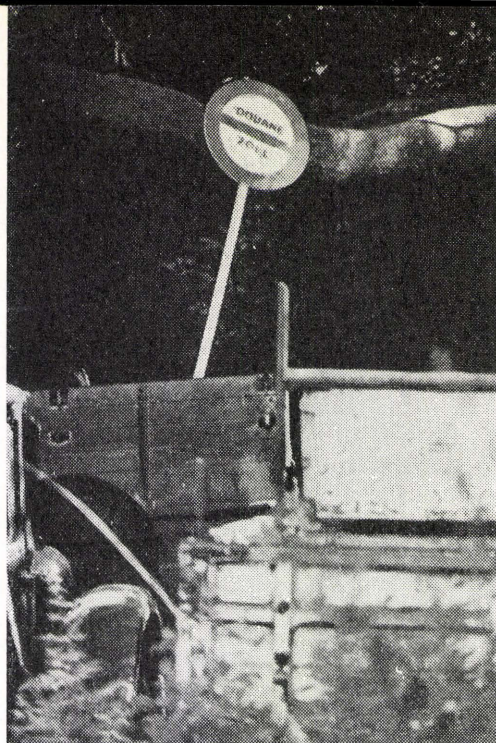
Le Pr Hallstein, Président de la CEE, s'entretient avec M. Jean Monnet, le « Père de l'Europe ».



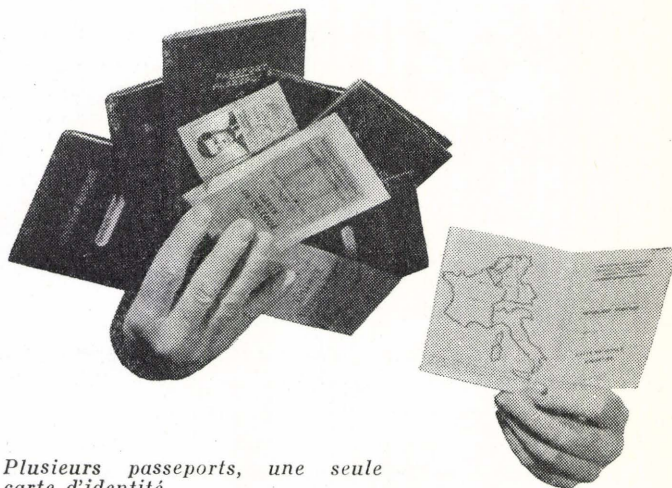
Cela représentait apparemment le maximum acceptable par le Parlement français. Les autres gouvernements n'étaient pas particulièrement favorables à une multiplication des îlots de pouvoir supranational dans l'océan de la souveraineté nationale. Le Ministre des Affaires étrangères français d'alors, M. Pinay, céda à leur pression et accepta que les experts étudient aussi la possibilité d'un marché commun. Ainsi une « hypothèse de travail » soigneusement formulée à l'intention d'un groupe d'experts fut-elle le point de départ de l'une des expériences les plus hardies de l'Histoire. Personne ne croyait réellement, en juin 1955, que l'hypothèse deviendrait un fait trois ans plus tard, peut-être même pas M. Spaak, qui rapporta de Messine à Bruxelles ce fragile embryon d'un immense avenir.

Au cours des dix-huit mois qui suivirent, ce ne fut pas le Marché Commun qui occupa les grands titres de l'actualité, mais plutôt son jeune frère, l'Euratom. Les experts travaillèrent dans l'ombre, sans même savoir si leurs efforts seraient un jour d'une utilité quelconque. Un an après Messine, il y eut un léger progrès : le nouveau Ministre des Affaires étrangères français, M. Pineau, prit personnellement la responsabilité — sans avoir consulté le Conseil des Ministres — d'accepter la convocation officielle d'une conférence intergouvernementale chargée d'élaborer un traité pour la création d'un marché commun. Trois mois plus tard, le Secrétaire d'Etat américain, M. John Foster Dulles, conseilla à la Banque mondiale de refuser au Président Nasser un prêt pour la construction du barrage d'Assouan ; ce fut le déclenchement de l'Affaire de Suez. Cette crise révéla de façon éclatante que, même alliées, les deux plus fortes puissances européennes, la Grande-Bretagne et la France, ne pouvaient défier l'opposition des Etats-Unis et de la Russie ; ni même de l'un de ces deux pays. Cette leçon ne fut pas perdue pour la IV^e République (ni en fin de compte pour Londres) et le gouvernement français décida de signer le traité établissant la Communauté Economique Européenne.

Il serait intéressant d'étudier les hommes, les forces politiques et l'état des diverses opinions publiques qui ont permis de se lancer dans cette recherche de l'unité économique. Les hommes venaient de tous les principaux partis démocratiques d'Europe. Si en 1950 les adversaires de l'unité européenne pouvaient parler avec mépris d'une résurrection de l'Empire carolingien parce qu'Adenauer, Schuman et De Gasperi avaient grandi dans l'atmosphère de la culture germanique d'avant 1918, en 1955 la scène était occupée par des hommes d'origine politique plus variée. Il y avait des socialistes, tels que Mollet et Spaak, des catholiques, tels que Segni, Brentano et Bech, et des libéraux tels que Faure et Beyen. Cela suffisait à prouver que l'idéal d'une nouvelle Europe n'était pas le monopole



Ce poteau indicateur qui semble tomber présage-t-il la disparition des barrières douanières ?



Plusieurs passeports, une seule carte d'identité.



Un wagon de chemin de fer relie une communauté de pays.

d'un parti, mais un trait commun de la pensée politique dans l'Europe de l'après-guerre.

A ces forces politiques venait s'ajouter un autre facteur puissant : l'appui constant et désintéressé des Etats-Unis. Le premier pas décidé dans le sens de l'unité européenne fut franchi sous la protection du bouclier nucléaire américain : les pays européens savaient parfaitement que leur défense contre la menace communiste reposait avant tout sur l'aide d'outre-Atlantique. Ils pouvaient donc consacrer à la défense une part plus petite de leur revenu national sans s'inquiéter des lourdes menaces que Moscou lançait contre leurs aspirations à l'unité. L'encouragement des Etats-Unis contrebalança aussi certaines pressions venues de l'autre côté de la Manche et dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles étaient inopportunes.

Mais tout cela — les hommes, les doctrines politiques, la conjoncture favorable — eût été inutile sans l'appui croissant de l'opinion publique. Pendant cinq ans, l'Europe s'était trouvée unifiée par l'occupation étrangère et par la loi de la guerre, puis elle avait subi les conséquences des terribles destructions. Tandis que l'on replantait vergers et forêts et que les usines recommençaient à bourdonner, les hommes se demandaient : pourra-t-on jamais rompre le cercle vicieux de la guerre et de la paix ? Pourrions-nous jamais voyager et commercer librement sur toute la surface du continent européen sans se heurter au gendarme ou au douanier ?

Soutien populaire

La volonté d'abattre des barrières artificielles, les aspirations à une vie plus facile et plus libre, le sentiment d'une association au-delà des frontières, l'attrait de la concurrence pacifique et la défiance envers les attitudes belliqueuses : tout cela rappelait l'enthousiasme qui parcourut l'Europe lors de la transition du Moyen Age à l'ère moderne, et plus tard d'un régime autoritaire à une société bourgeoise. Les aspirations souvent confuses et rarement exprimées de l'homme de la rue — et nous vivons au siècle de l'homme de la rue, comme l'a dit Churchill — ont constitué une solide plate-forme de soutien populaire pour les hommes d'Etat éclairés dont l'objectif est d'édifier une nouvelle Europe capable de prendre la place qui lui revient dans le monde d'aujourd'hui. Il s'agit bien d'un monde de production en série, d'automation, de recherches scientifiques et techniques à grande échelle, dans lequel s'accroît sans cesse la nécessité d'accumuler et d'investir des capitaux, donc un monde dont l'unité de mesure doit être un marché d'au moins cent millions de producteurs et consommateurs.

L'homme de la rue ou le **commun** des mortels et le vaste **marché** : il n'est pas surprenant que « Marché Commun » soit plus employé que

l'appellation officielle de Communauté Economique Européenne. Les gens qui réfléchissent ne devraient toutefois pas oublier que le Marché commun est le résultat final, la Communauté étant le mécanisme qui permet d'y parvenir. Cette dernière peut sans doute être définie comme la somme de la volonté politique, de la confiance réciproque et des connaissances techniques nécessaires à la réalisation et au maintien de l'unité économique de l'Europe. Le temps modifie l'aspect des choses : les difficultés qui apparaissent comme des montagnes infranchissables deviennent de douces collines, tandis que surgissent des obstacles imprévus pour barrer la route. Le résultat final peut différer sensiblement du projet original.

Deux solutions possibles

Les Pères fondateurs de Bruxelles n'ignoraient pas ce facteur constant, dans toute société humaine, à savoir la loi du développement et de l'évolution : ils en ont tenu compte en élaborant une union économique européenne. Sans doute n'avaient-ils pas prévu les répercussions que pourrait avoir leur initiative sur les autres nations et continents, l'effet stimulant qu'elle produirait sur les organismes internationaux existants et la réponse positive qu'elle recevrait des Etats-Unis. Mais ils savaient que, tôt ou tard, la Communauté aurait à faire face aux problèmes d'une expansion géographique. Cependant, la surprise fut grande lorsque, à peine trois ans et demi après la création de la Communauté, le Royaume-Uni et toute une série d'Etats européens demandèrent à y être associés. La demande d'adhésion de la Grande-Bretagne a sans doute déclenché une crise en Europe et a soulevé des discussions parmi tous ceux qui s'intéressent à l'aventure européenne. Un choix s'impose maintenant entre deux solutions. L'expérience d'une unification économique sera-t-elle englobée dans une coopération plus large applicable à l'ensemble du Monde libre et ainsi considérée comme un catalyseur dont le rôle est terminé. Ou alors, la tentative d'établir l'unité économique de l'Europe doit-elle tendre vers un objectif politique précis : la création des Etats-Unis d'Europe ?

Si l'on adoptait la première solution, les problèmes posés par l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun seraient plus faciles à résoudre : les difficultés dues aux importations de produits alimentaires à bas prix ainsi qu'aux relations spéciales avec les pays du Commonwealth et de l'EFTA pourraient être surmontées. Mais il ne saurait exister de système unifié pour l'organisation d'un commerce plus libre dans l'ensemble du monde occidental, à moins qu'il ne permette un pourcentage élevé d'exceptions, et il est douteux qu'une telle expérience résiste à l'épreuve du temps. Les tarifs pourraient être fortement abattus et les contingents réduits, mais le système souffrirait d'une

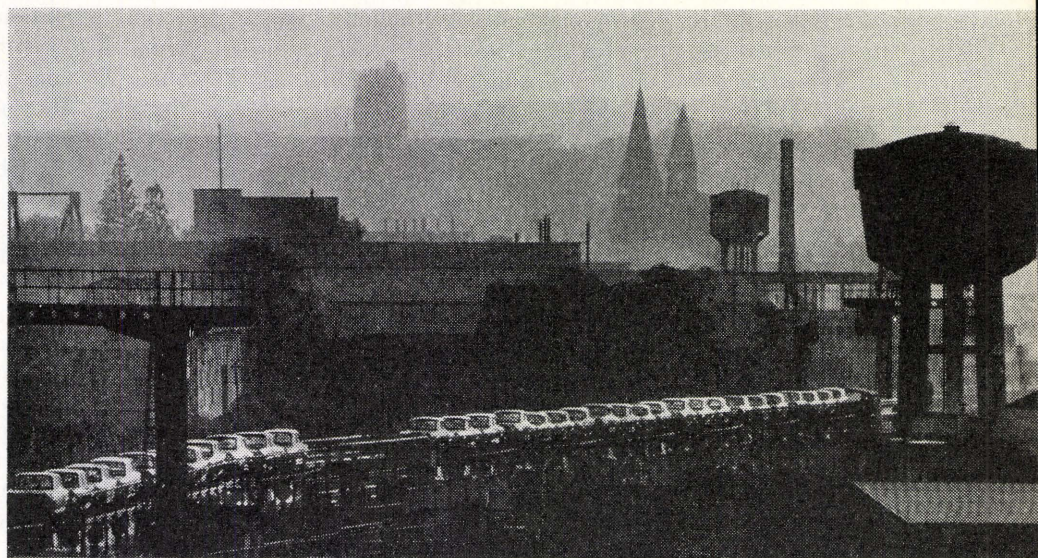


Le Parlement Européen à Strasbourg sera-t-il un jour élu par le peuple ?

L'industrie a un grand rôle à jouer dans une communauté exportatrice.

Usines modernes et techniques nouvelles contribuant à l'essor de l'Europe.

20 à 40 % de réduction — un exemple de ce que signifie l'unité.



(Les photos dans cet article proviennent des sources suivantes : la CEE ; Presse-und Informationsamt, Bonn ; Germaine van Parys, Bruxelles ; B. Lemoine et Louis Falquet, Paris. Celle du transport des voitures par rail est une photo OTAN par Eddy van der Veen).

grave instabilité politique et institutionnelle. Au mieux, il correspondrait à une Charte de La Havane magnifiée. Au pire, il nous ferait revenir à 1913 et peut-être 1927.

La seconde solution serait conforme aux principes établis par les Pères Fondateurs, mais impliquerait aussi une lutte longue et difficile. Les hommes d'Etat qui ont signé le Traité de Rome avaient la conviction que l'union économique qu'ils avaient créée conduirait à une union politique totale. Ils pensaient qu'au cours des douze années nécessaires à l'établissement de l'union économique, la Communauté aurait acquis son identité propre. Par l'application d'une politique commune en matière de tarifs extérieurs et de commerce, par l'instauration progressive de politiques communes dans les domaines de l'agriculture, des transports, des pratiques restrictives, des marchés de capitaux, de la sécurité sociale, peut-être même des questions fiscales et budgétaires, une nouvelle puissance pourrait naître avec sa personnalité propre et son rôle spécial dans le Monde.

Un passage difficile

Or, il est déjà évident que le passage de l'union économique à l'union politique ne sera pas aussi aisé. Le Marché commun établira les conditions préalables nécessaires à l'institution d'une Europe fédérée mais n'y conduira pas automatiquement. Le contraire pourrait, hélas, être vrai : l'absence d'un élan politique commun peut rendre impossible le choix entre les deux solutions et l'ensemble de l'opération peut se trouver bloqué. Cependant, le risque de voir tout l'édifice s'effondrer constituera pour l'opinion publique un stimulant puissant qui l'amènera à exercer une pression sur les chefs politiques. En tout état de cause, il est évident que si notre objectif est la création d'une Union des Etats européens, il faut éviter un relâchement des liens existants. Tous les efforts doivent tendre à conférer une signification et une valeur plus grande à la Communauté.

Tel est donc le dilemme auquel le Marché commun fait actuellement face. Bien entendu, aucune action ne doit être entreprise qui risque de retarder l'association d'autres pays européens, surtout de la Grande-Bretagne qui constitue l'un des principaux centres de la civilisation européenne. Les nations libres et courageuses du Nord ont aussi le droit de se joindre à la Communauté, si elles le désirent. Il convient également d'accorder toute l'attention voulue aux intérêts des pays d'Europe qui ne s'estiment pas en mesure de devenir membres à part entière. Cependant, l'extension de la Communauté ne doit pas entraîner un affaiblissement de sa cohésion présente, un ralentissement du mécanisme ou un encouragement à des actions indépendantes. Les six pays fondateurs se sont imposé une

discipline commune. Une Communauté élargie aura sans doute besoin d'une discipline encore plus rigoureuse. En conséquence, il serait utile d'examiner la possibilité de perfectionner les organes exécutifs de la Communauté afin d'en accroître l'efficacité, face à des problèmes nouveaux et complexes. Il faudrait mettre au point une méthode assurant un degré plus élevé de contrôle démocratique des activités de la Communauté, par l'élection directe de l'Assemblée parlementaire européenne, qui devrait remplacer progressivement les Parlements nationaux dans le domaine législatif concernant les intérêts de la Communauté. Au fur et à mesure qu'augmentera le nombre d'Etats membres et en même temps la pression des intérêts « nationaux », des pouvoirs et une initiative plus larges devraient être accordés aux Institutions capables d'exprimer le point de vue « communautaire » et de protéger l'intérêt commun.

Elargir sa zone d'influence en Europe, mettre au point des méthodes pour soutenir son unité d'objectifs, établir la place qui lui revient dans le concert des nations libres, et surtout définir son association avec les Etats-Unis : telle est la tâche du Marché commun dans les années à venir. Cette tâche pourra se révéler aussi ardue que le fut, il y a sept ans, l'établissement d'un plan d'union économique entre quelques nations d'Europe. De la façon dont cette tâche sera accomplie dépendent : l'unité de l'Europe occidentale et de l'ensemble du Monde libre, la prospérité de l'homme moyen en Europe et la possibilité d'apporter une aide accrue aux nations moins favorisées, l'accession à un niveau plus élevé de culture et de sécurité. Espérons que nous ne manquerons jamais de chance ni d'hommes éclairés.

Roberto DUCCI,
Bruxelles.

L'AMBASSADEUR ROBERTO DUCCI, diplomate italien et spécialiste des questions politiques, était l'un des délégués à la Conférence de Bruxelles 1955-57, au cours de laquelle se sont déroulées les négociations du Marché Commun et de l'EURATOM. Représentant de son pays au Comité de l'EURATOM, il fut aussi Président du Comité des Six qui rédigea les traités de la CEE et de la CAEE, mieux connus sous le nom de Traités de Rome. Il est maintenant chef de la délégation italienne auprès de la nouvelle conférence de Bruxelles, qui négocie l'entrée dans la Communauté Européenne de la Grande-Bretagne, du Danemark, de la Norvège, etc...

L'article ci-dessus est le quatrième dans la série intitulée : « La Révolution Silencieuse ». Ceux qui ont déjà paru sont les suivants :

- I. — *Invitation à la prospérité : le Plan Marshall et ses suites*, par Joseph M. Jones (Octobre).
- II. — *Guerre à l'insécurité : l'Etat-Providence*, par le Prof. Asa Briggs (Novembre).
- III. — *La Décolonisation*, par le Prof. J.-B. Duroselle (Décembre).

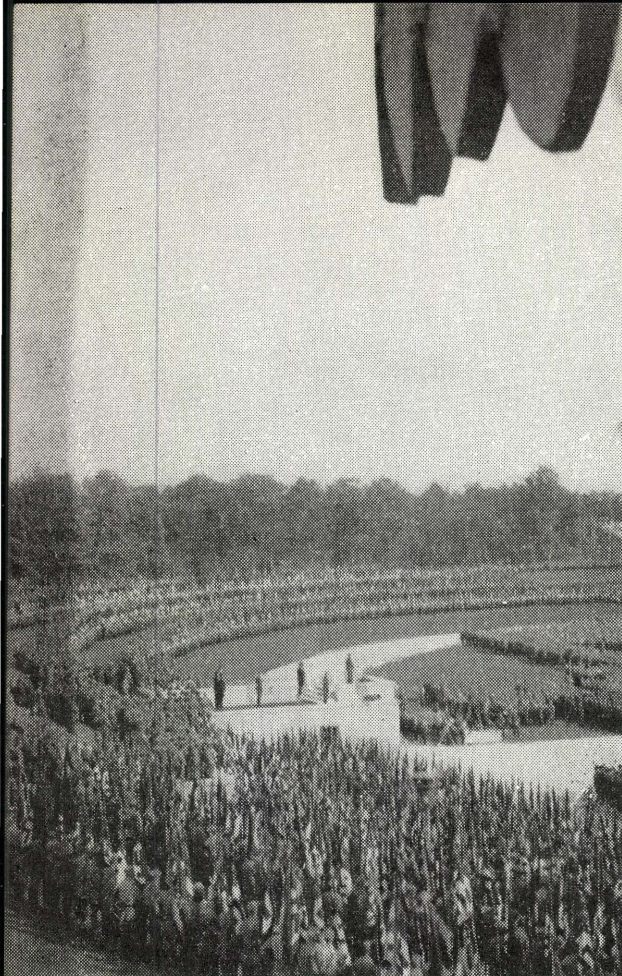
LA NOUVELLE GÉNÉRATION ALLEMANDE



LE terme « éducation politique » tel qu'il est utilisé en Allemagne aujourd'hui correspond à ce qu'on appelle « éducation civique » dans les autres pays d'Europe ou « sciences sociales et civiques » aux Etats-Unis. Il comprend la connaissance des institutions nationales et supranationales, une absence de parti pris à l'égard de la vie collective et publique ainsi qu'un esprit de coopération entre étudiants pour résoudre les problèmes par l'effort en commun. L'éducation politique traite entre autres de l'histoire contemporaine et de l'actualité, examine ce qui se passe dans notre pays et dans le monde en général, et fait le départ entre les facteurs et les forces qui jouent dans les coulisses. Les professeurs d'histoire sont censés tenir leurs cours à jour et les terminer par une analyse des forces agissantes dans le monde actuel. Tout en s'occupant de sujets intellectuels, ils doivent toujours tendre vers l'action pratique. Le principal objectif de cet enseignement est de préparer l'étudiant à prendre ses responsabilités. L'éducation politique est une discipline distincte. C'est aussi le point de départ de l'enseignement de bien d'autres matières, encourageant le travail en équipe, la largeur d'esprit, l'art d'interpréter et l'honnêteté du jugement.

Quelle était la situation en Allemagne en 1948 ? De nombreuses leçons pouvaient être tirées des événements ayant eu lieu depuis la première guerre mondiale. La République de Weimar avait été un échec : plusieurs dizaines de partis politiques avaient rendu ce régime démocratique de plus en plus inopérant. De 1930 à 1932, l'Allemagne n'était plus une démocratie parlementaire au sens propre du mot ; il s'agissait plutôt d'une démocratie dite « présidentielle ». Le gouvernement était souvent maintenu en fonction par le président Hindenburg, malgré l'opposition du Parlement. L'ère nationale-socialiste a appris aux Allemands que le pouvoir centralisé est très efficace mais peut porter un coup mortel aux Droits de l'Homme quand toutes les sphères de la vie sociale sont sous le contrôle d'un seul parti. Une telle uniformité tue la puissance créatrice d'une civilisation et il est presque impossible de renverser un système totalitaire établi.

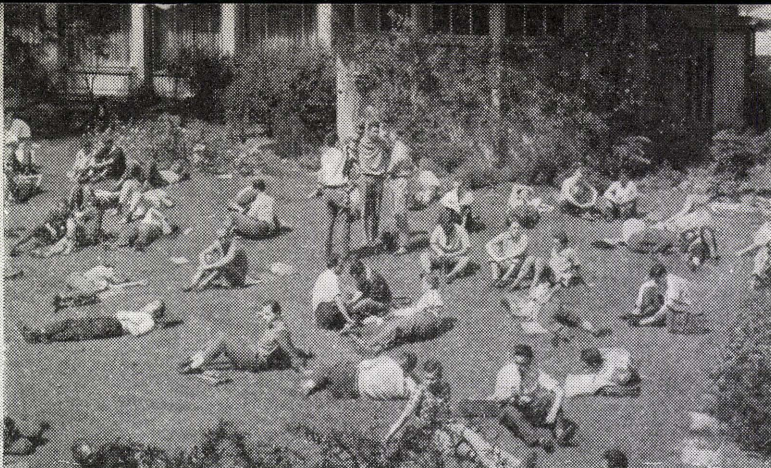
La situation intérieure et internationale de l'Allemagne après la catastrophe de 1945 et jusqu'en 1948 n'était pas favorable à l'activité politique. Beaucoup d'Allemands y voyaient la désintégration complète de leur idéologie politique et un remède rapide ne pouvait être apporté à cette situation, ni par la rééducation administrative des adultes,



Il y a une vingtaine d'années, la jeunesse allemande s'apprêtait pour la guerre...

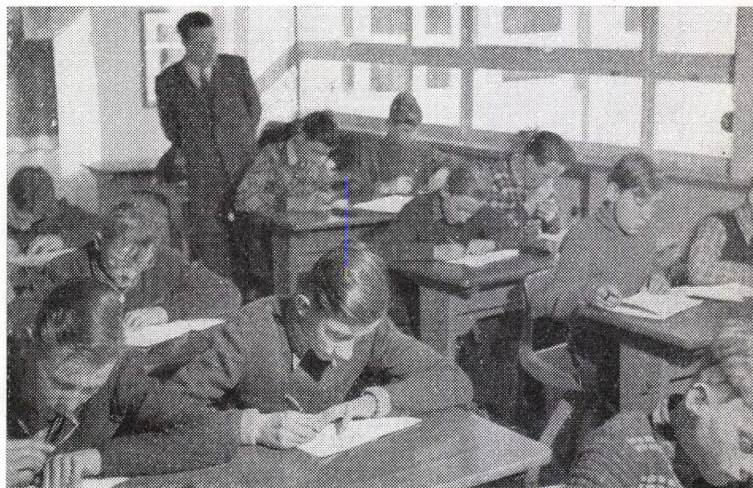
ni par la démocratisation superficielle des écoles, ni par un retour aux principes et aux pratiques de la République de Weimar. Il fallait trouver un concept nouveau pour éviter les erreurs du passé et relever les défis de l'avenir. Après le désastre de 1945, l'Allemagne n'avait plus la force intérieure d'accomplir cette tâche immense. Le morcellement de notre pays a suscité un pessimisme national. Sans souveraineté et avec une armée d'occupation sur notre sol, nous avons peu de place pour l'initiative politique nationale. La rééducation, pour indispensable qu'elle fût, ne pouvait pas être fructueuse dans ces conditions. Le principal résultat de la dénazification pendant les premières années de l'après-guerre a été une apathie politique généralisée. Le slogan « Ohne mich » (sans moi) de l'époque signifiait : pas d'adhésion à un parti, pas de nouvel engagement politique.

Cette situation psychologique et politique ne favorisait pas l'éducation civique, mais heureusement, depuis 1948, des modifications se sont produites, reflétées par une nouvelle attitude du peuple allemand et, à partir de 1950, un nombre croissant de personnes ont compris l'importance vitale de cette tâche pour l'avenir de l'Allemagne aussi bien que de l'Europe. La nation allemande vaincue ne



... aujourd'hui, elle désire la paix.

Ils grandiront pour servir une communauté libre..



fut pas traitée de la même façon qu'après la Première Guerre Mondiale ; au contraire elle reçut l'aide de ses vainqueurs et obtint bientôt un statut d'associée. Les relations germano-américaines notamment se sont développées dans une atmosphère presque amicale. La solution du problème de la Sarre mit un point final à des siècles d'effusion de sang entre deux pays voisins et fut considéré comme un modèle de règlement des différends politiques. La confiance et l'amitié grandissantes qui se font jour entre la France et l'Allemagne ne répondent pas seulement à un opportunisme politique mais reçoivent l'approbation unanime de la nation ; cela s'est bien vu lors de la visite du Président de Gaulle dans la République Fédérale cet été. Le Mouvement pour l'Europe unie est devenu une force, surtout dans les cœurs de la jeunesse allemande. Nous pouvons avoir la certitude que nous avançons pas à pas sur le bon chemin.

Quant à l'Alliance Atlantique, le peuple allemand voit de plus en plus clairement que, dans les orages à venir, notre place est au côté de tous les pays qui ont le respect de la liberté et des Droits de l'Homme. Les Allemands se rendent compte aussi qu'ils doivent accepter leur part de responsabilité politique tant en ce qui concerne les questions



... et non pour suivre aveuglément les dangereux caprices d'un homme.

intérieures que les affaires étrangères. Pour être honnête, il faut ajouter que l'indifférence politique existe encore. Certains d'entre nous sont gênés par le fait que de nombreuses personnes continuent à se conduire comme si elles étaient en vacances sur le plan politique, et nous cherchons à remédier à cette situation le plus vite possible. Le lecteur pensera peut-être que c'est là un tableau trop optimiste de la situation dans l'Allemagne d'aujourd'hui et il pourrait avoir raison dans une certaine mesure. Ceux d'entre nous qui prônent l'éducation politique sont en effet découragés par de nombreux obstacles.

Il reste à créer un programme cohérent d'éducation politique allant du jardin d'enfants à l'université. Pendant des siècles, ce sont les méthodes autoritaires qui ont prévalu non seulement en politique mais dans presque tous les domaines de la vie et, pour certains d'entre nous, il est difficile de s'adapter au nouveau climat « démocratique ». A l'école, par exemple, les élèves acceptaient jadis sans discussion les faits tels qu'ils étaient présentés par le maître ; maintenant, maître et élèves discutent librement afin de découvrir la vérité. Nous sommes ici en bonne voie et nous avons l'intention de persévérer dans ce sens.

Pendant les deux siècles qui ont suivi celui de Goethe et Humboldt, l'éducation en Allemagne, dont les buts étaient presque entièrement esthétiques et littéraires, concernait l'individu plutôt que ses rapports sociaux. Mais de nos jours, personne ne peut être considéré comme cultivé (« eine Persönlichkeit ») sans une certaine connaissance de la politique, des problèmes sociaux et des sciences économiques. Il faut en outre être capable d'évaluer le rôle de ces facteurs dans nos vies et dans celles de nos voisins. Pendant longtemps, les Allemands ont considéré la politique comme une « sale » affaire. L'Etat et ses institutions n'étaient pas respectés. Le pouvoir, la police, l'armée, l'administration étaient nécessaires mais méprisés. Peu à peu, on s'est aperçu que l'Etat et le pouvoir peuvent avoir une dignité et une moralité à eux. La question de savoir si l'Etat exercera son pouvoir dans les années à venir d'une façon humaine ou inhumaine dépend de notre sens personnel de la responsabilité et de la participation.

Avantage de la démocratie

Il est vrai que d'aucuns sont pessimistes quant à leurs chances politiques. Ils disent que les individus sont sans pouvoir devant l'influence prépondérante des grosses entreprises, des syndicats, des groupes majoritaires et des partis politiques. Malgré tout, chaque année des citoyens toujours plus nombreux prennent une part active à la vie politique du pays. L'établissement de la démocratie en Allemagne a suivi par deux fois la catastrophe d'une guerre perdue ; c'est pourquoi pendant longtemps une certaine méfiance a subsisté à son égard. Un des slogans les plus impressionnants du National-Socialisme était que la démocratie en Allemagne servait d'instrument aux puissances victorieuses pour continuer à écraser notre pays. Peu à peu nous avons compris que la démocratie, si elle est moins efficace que la dictature à certains égards, sauvegarde du moins les libertés individuelles. Le dilemme est clair ; nous avons fait notre choix.

La vie politique démocratique exige une certaine forme de lutte. Le respect et la dignité ne doivent pas être violés ; la critique doit être positive plutôt que destructive ; la majorité ne doit pas opprimer la minorité ; l'opposition doit être prête à s'incliner devant la loi. Les Allemands savent qu'il leur reste beaucoup à apprendre d'institutions démocratiques telles que la Chambre des Communes. Nous espérons que la République Fédérale d'Allemagne est une institution transitoire. Nous aspirons à la réunification de notre pays mais pour l'instant il nous faut vivre en Allemagne de l'Ouest et l'accepter telle qu'elle est. Cela complique notre réaction affective devant tout ce qui met en jeu le patriotisme. La nouvelle génération soulève en Allemagne des problèmes différents de ceux dans les autres pays. Beaucoup de pères et de professeurs ont soutenu le National-Socialisme dans une cer-

taine mesure ; nos enfants et nos écoliers ont tendance à se demander si ceux dont le jugement s'est trouvé jadis en défaut sont bien maintenant leurs meilleurs guides dans le domaine politique.

Finalement, le plus grand obstacle à l'éducation politique est le rapide relèvement économique qui a suivi la Deuxième Guerre Mondiale (« das Wirtschaftswunder ») et qui a influé sur notre attitude. C'est là, sans doute, un problème humain très général. Pestalozzi l'a déjà dit il y a cent-cinquante ans : « Si un homme est heureux, ou seulement à moitié heureux, peu lui importe de vivre en liberté ou en esclavage ». Et George Bernard Shaw écrivait il y a trente ans dans « The Apple Cart » : « Qui donc occupera son esprit de politique tant qu'il a les moyens de se payer une automobile ? ». Il faut bien reconnaître que beaucoup d'Allemands sont plus préoccupés par l'organisation de leurs vacances ou le choix de leur nouvelle voiture que par les problèmes concernant notre avenir politique. Cette difficulté peut aussi se présenter dans d'autres pays, mais pour une nation comme l'Allemagne, dont la tradition démocratique est si récente, cela risque de devenir un danger mortel. Les promoteurs de notre éducation politique ne l'ignorent pas ; bon nombre de nos compatriotes non plus.

Déclin de l'indifférence

Après cette liste étendue des difficultés qui hérissent le chemin de l'éducation politique, il pourrait sembler au lecteur que l'éducation civique en Allemagne a peu de chances de succès. Certains iront même jusqu'à dire que les Allemands ne peuvent guère avoir beaucoup modifié leur caractère politique depuis 1944. Ce serait là une erreur. Pour étrange que ce soit, la réponse des Allemands au défi de ces obstacles n'a été ni la capitulation sans conditions ni la résignation. Dans les cinq dernières années, un nombre croissant de personnes a été attiré par la difficulté même de la tâche. L'indifférence politique est sur son déclin. Le citoyen est prêt à accepter ses responsabilités et nombreux sont ceux qui considèrent maintenant l'éducation politique comme une matière importante dans les écoles et universités aussi bien que dans la vie publique. Cette évolution se poursuit, encouragée par certaines tendances qui facilitent le développement de l'éducation politique.

Nous avons déjà abordé les transformations politiques qui se sont produites entre 1948 et 1962, les bonnes relations établies avec nos nouveaux alliés et le progrès du Mouvement pour l'Europe unie. En outre, dans tout le pays un sentiment croissant d'interdépendance globale s'est fait jour. La question de Berlin et la menace permanente des armées soviétiques sur nos frontières sont là pour nous rappeler que nous ne pouvons espérer survivre en tant que nation libre si nous-mêmes et nos alliés ne tenons pas bon ensemble contre le

communisme. La compréhension internationale se développe. Les échanges de tous ordres, les voyages, les livres, le cinéma même, travaillent à cette fin. Les préjugés contre les coutumes des autres peuples disparaissent lentement. Il existe un autre facteur important : tous les Allemands savent qu'un renouveau de chauvinisme signifierait la fin de l'Allemagne en tant que nation. Non pas que ce soit tâche aisée que de créer dans notre peuple un sens solide et bien équilibré du patriotisme. Nous avons trop souvent été égarés jusqu'aux extrêmes de la servilité ou de l'arrogance. Cela reste un problème grave pour toute une génération, mais l'absence d'un important parti nationaliste ou de gauche nous permet d'espérer que nous sommes enfin sur la bonne voie. De toute évidence, la plupart de nos compatriotes ont retenu cette leçon de l'histoire contemporaine, à savoir qu'une nation dénuée de jugement politique est comme un enfant qui joue avec le feu.

Nous avons tous été témoins de la dictature du National-Socialisme, qui pénétrait dans toutes les sphères de la vie humaine ; nous savons ce qu'est le Communisme qui prétend détenir la vérité scientifique irréfutable (trois millions de prisonniers de guerre ont pu constater ce que cela signifie réellement) et nous connaissons la démocratie occidentale sous ses diverses formes. Nous avons beaucoup appris sur la terreur et sur la liberté, ainsi que sur leur force persuasive, sur le rôle de la police, de la propagande, de la presse, du statut social, du chômage, du bien-être économique et sur les réponses qu'ils apportent aux questions suivantes : quelle est la destinée de l'homme, quel rôle jouent les Droits de l'Homme dans les différentes idéologies ? Si le peuple allemand est aujourd'hui plus éclairé sur le plan politique, plus tolérant, plus humain, plus international d'esprit, plus prêt à prendre ses responsabilités qu'il ne l'était avant les deux guerres, c'est parce que nous avons reçu au cours des quarante dernières années un avertissement que nous ne pouvons négliger. Les maîtres, les administrateurs et les dirigeants politiques savent combien il est essentiel de transmettre ces expériences à la jeunesse afin qu'une nouvelle catastrophe puisse être évitée.

L'Histoire contemporaine

En 1950, l'éducation politique était, dans une certaine mesure, laissée à la discrétion de chaque professeur. En 1962, nos ministres de l'Education ont décidé qu'aucun enfant ne doit quitter l'école primaire ou secondaire sans avoir une idée claire de ce que sont le National-Socialisme et le Communisme et de ce qu'ils signifient pour l'humanité. Une liste détaillée des sujets inscrits au programme a été publiée : les caractéristiques du régime totalitaire ; les raisons de l'accession d'Hitler au pouvoir ; la terreur contre les églises ; les libéraux et les démocrates sociaux ; la question juive ; la poli-

tique étrangère d'Hitler; la préparation de la Deuxième Guerre Mondiale; la guerre en tant que catastrophe pour l'Europe; la résistance du peuple allemand contre le National-Socialisme; et les mêmes têtes de chapitre pour le Bolchevisme. Cela vient compléter le décret pris deux ans plus tôt et prescrivant l'enseignement de l'Histoire du vingtième siècle dans les classes finales. L'Histoire, tant ancienne que contemporaine, ainsi que les études sociales, sont des matières obligatoires pour l'examen oral de sortie de toutes nos écoles secondaires.

Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, ce cours s'est transformé. Ce n'est plus une étude documentaire sur les formes de gouvernement, les institutions politiques et autres, mais un plus vaste examen de l'éducation politique en tant que partie intégrante de l'enseignement général. Il vise à rendre les élèves conscients et fiers de notre patrimoine occidental commun; à les mettre au courant des défis et des menaces du temps actuel; à leur donner une idée précise de ce que signifie le marxisme-léninisme; à développer leurs facultés d'analyse et de jugement politiques concernant des questions telles que les conséquences pour l'Est et pour l'Ouest de la coexistence ou d'un désarmement contrôlé. Il cherche aussi à leur faire comprendre le rôle actuel et futur des étudiants dans notre société libre, les rapports entre l'individu et la société, les devoirs afférents à la qualité de citoyen, et la corrélation entre la liberté et la responsabilité. Son but est en outre: de montrer aux étudiants comment ils peuvent empêcher le pouvoir politique d'enfreindre les Droits de l'Homme; de créer un esprit de tolérance et de justice; de remplacer peu à peu

les anciennes méthodes autoritaires par une atmosphère de liberté et de coopération dans les écoles aussi bien qu'ailleurs et d'encourager les individus à agir selon leurs convictions et à lutter pour un mode de vie « humain ».

Une partie de cela a déjà été réalisée, mais le restant est encore à faire. Bien que des obstacles se dressent contre la réalisation complète de ce programme, il n'y a pas de raison d'abandonner. D'ailleurs nous ne pouvons pas nous le permettre. Il nous faut des hommes et des femmes imprégnés de l'esprit démocratique afin de garantir notre avenir et celui de nos amis. L'Allemagne de jadis n'existe plus. Ceux qui ont vécu chez nous sont témoins de l'étendue de cette transformation. Nous sommes sur la bonne voie et nous croyons que l'éducation politique et démocratique de notre jeunesse est le meilleur moyen d'atteindre notre but.

Richard HAUFF,
Esslingen.

Le Dr RICHARD HAUFF est Directeur adjoint du Gymnasium à Esslingen, dans le Wurtemberg, où il enseigne l'Histoire, l'Anglais et la Littérature allemande. S'intéressant particulièrement aux questions d'actualité et à l'étude de l'OTAN, il a participé à de nombreuses réunions organisées par l'Association du Traité de l'Atlantique. La dernière de ces réunions était la IV^e Conférence Atlantique de l'Enseignement à Strasbourg, au cours de laquelle il a fait un remarquable exposé sur la rééducation politique en Allemagne Occidentale (voir Nouvelles de l'OTAN, septembre 1962, page 17).

*Jeunes citoyens d'une
Allemagne divisée et
d'une Europe unie.*



(Photo : Presse-sud
Informationsamt, Bonn)

LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'OTAN

Paris, 13-15 décembre 1962

Pendant trois jours le mois dernier, les Ministres des Affaires Etrangères, de la Défense et des Finances de l'OTAN, ont passé en revue les événements mondiaux. Il s'agissait de la réunion ministérielle annuelle de décembre, qui semble remplir de plus en plus le rôle de « clearing house » où les pays de l'Alliance peuvent essayer d'aplanir leurs difficultés et de trouver une politique commune. La nouvelle que la Grèce va recevoir une aide supplémentaire pour sa défense et l'approbation de l'attitude ferme mais flexible des Etats-Unis au sujet de la question cubaine ont montré que tous étaient d'accord sur les problèmes fondamentaux. Le sentiment général en ce qui concerne Berlin et le Désarmement était que les Occidentaux devraient être prêts à engager des négociations dès qu'une occasion favorable se présenterait. Les Ministres ont exprimé leur satisfaction à la suite du retrait des fusées et des bombardiers soviétiques à Cuba, mais se sont inquiétés de la présence russe dans l'île. Ce problème n'est pas encore réglé. Les questions de défense furent aussi étudiées. On souligna à la fois l'insuffisance de certaines unités et le fait que tous les pays ont consacré davantage aux dépenses de défense l'année dernière. Le Secrétaire Général par intérim, M. G. Colonna di Paliano, qui donna la conférence de presse finale, eut le plaisir d'annoncer que M. Dirk Stikker est maintenant rétabli et sera bientôt de retour à l'OTAN. Il annonça aussi que les Ministres avaient tenu à féliciter le Général Nordstad (qui vient de prendre sa retraite en tant que Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe) pour ses « services exceptionnels rendus à l'Alliance Atlantique ». Les Ministres ont également souhaité la bienvenue au Général Lemnitzer, nouveau SACEUR. La réunion ministérielle du printemps 1963 aura lieu à Ottawa.

COMMUNIQUE FINAL

Le Conseil de l'Atlantique Nord a tenu sa Session Ministérielle ordinaire à Paris du 13 au 15 décembre 1962.

2. Les Ministres ont examiné la situation internationale. Ils ont noté la solidité et la force de l'Alliance. Ils ont constaté que les peuples libres possèdent un dynamisme qui leur permet d'assurer le progrès et d'élever le niveau de vie dans le monde.

3. La récente tentative qu'a faite l'Union Soviétique de modifier le rapport des forces au désavantage de l'Occident, en installant secrètement des engins nucléaires à Cuba, a conduit le monde au bord de la guerre. Le péril a été conjuré grâce à la fermeté et à l'esprit de mesure des Etats-Unis et à l'appui que l'Alliance et d'autres nations libres leur ont apporté.

4. Les Ministres ont également discuté des graves incidences des récentes entreprises communistes en Asie.

5. L'objectif de l'Alliance Atlantique demeure ce qu'il a toujours été : la paix, la liberté et la sécurité dans le respect du droit. Cependant, l'Alliance est déterminée à riposter de façon appropriée à toute action hostile portant atteinte à la sécurité et à la liberté de pays de l'Alliance soumis à des menaces et à des pressions. En ce qui concerne Berlin, le Conseil, conformément à sa Déclaration du 16 décembre 1958, a rappelé et réaffirmé sa résolution de défendre et de maintenir la liberté de Berlin-Ouest et de sa population.

6. A la suite de leur discussion, les Ministres ont été d'avis que l'Alliance devait se montrer vigilante et témoigner constamment d'un esprit d'union et de solidarité, tout en se tenant prête à considérer

toute possibilité raisonnable qui permettrait de réduire la tension internationale. Le maintien de la puissance défensive de l'Alliance constitue la condition préalable de tout progrès vers un règlement équitable des problèmes internationaux actuels.

7. Les Ministres ont souligné l'importance que revêt une étroite consultation politique pour mettre l'Alliance à même de jouer son rôle constructif et la préparer à faire face comme il convient à toute éventualité. Ils ont estimé que cette consultation devait être encore plus complète.

8. Le Conseil a réaffirmé l'intérêt essentiel qu'il attache à un désarmement général et complet assorti d'un contrôle international efficace. Il a souligné combien il serait important d'aboutir à un accord dont l'application permettrait d'assurer progressivement au monde la paix et la sécurité. Il a exprimé l'espoir que l'URSS, qui a jusqu'à présent fait obstacle à tout accord concret sur l'un quelconque des problèmes essentiels en cause, modifierait son attitude.

9. Face aux menaces que l'Alliance doit affronter, les Ministres, tenant compte de l'Examen Triennal de 1962, ont étudié les moyens dont elle dispose. Ils ont jugé nécessaire d'accroître l'efficacité des forces classiques. Ils ont également estimé que des forces appropriées et équilibrées, tant nucléaires que classiques, étaient indispensables pour permettre à l'Alliance d'opposer la gamme la plus variée de moyens de riposte à toute menace dirigée contre sa sécurité. Ils ont reconnu qu'un effort était nécessaire pour mettre sur pied et améliorer ces forces. Les Ministres ont invité le Conseil Permanent à réviser les procédures existantes de manière à

assurer un rapprochement plus étroit entre les besoins des autorités militaires de l'OTAN et les plans de forces des pays ainsi qu'une répartition équitable du fardeau commun de la défense.

10. Le Conseil a pris note des travaux accomplis au cours des six derniers mois en ce qui concerne l'échange d'informations techniques sur les armes nucléaires et l'étude de diverses suggestions relatives à un développement et à une coordination plus poussés des moyens nucléaires de l'OTAN. Il a décidé de poursuivre et d'accroître les échanges dans ce domaine pour faciliter l'examen permanent de la politique de défense de l'OTAN.

11. Les Ministres ont aussi noté que, conformément à la résolution adoptée à Athènes, des mesures avaient été arrêtées pour aider la Grèce à résoudre, dans un esprit de solidarité et d'interdépendance, les problèmes spéciaux de défense qui se posent actuellement à elle.

12. Au cours de leur réunion séparée du 15 décembre, les Ministres de la Défense ont étudié le rapport d'un groupe de haut niveau, qui avait été créé pour examiner les moyens d'obtenir une coopération accrue des pays membres en matière de recherche, de mise au point et de production de matériels militaires. En approuvant ce rapport, les Ministres ont réaffirmé leur volonté de coopération et leur intention de la manifester par une action positive à tous les échelons.

13. Les Ministres ont noté que le monde libre connaissait une prospérité croissante ; seule, celle-ci permettra à l'Alliance d'améliorer les conditions d'existence de ses populations et de donner une base solide à un effort de défense équitablement réparti entre les Alliés et tenant compte de leur potentiel économique. En outre, les progrès économiques de l'Occident permettront l'augmentation de l'aide, favoriseront le commerce mondial et contribueront ainsi à l'élévation du niveau de vie dans les pays en voie de développement.

14. Les Ministres ont déclaré qu'ils renforceraient les mesures déjà prises pour soutenir les efforts des pays de l'Alliance qui doivent à la fois fournir une contribution importante à la défense et faire face au problème urgent de leur développement économique.

15. Les Ministres ont examiné un rapport sur les plans civils nationaux et internationaux d'urgence, complément indispensable de l'effort de défense.

16. Sur l'invitation du Gouvernement canadien, le Conseil de l'Atlantique Nord tiendra sa prochaine Session Ministérielle à Ottawa du 21 au 23 mai 1963.



(Photo : OTAN)

La dernière en date des réunions ministérielles de l'OTAN se termine.

Réunion du Conseil de l'ATA

Le Conseil de l'Association du Traité de l'Atlantique s'est réuni à Paris le 3 décembre dernier en séance commune avec le Bureau de l'Institut Atlantique et en présence de nombreux ambassadeurs des pays de l'OTAN. M. Pierre Uri, Directeur des Etudes à l'Institut susnommé, a fait un remarquable exposé sur les rapports entre le Marché commun et les Etats-Unis. Le texte de cet exposé sera diffusé dans un proche avenir.

Le lendemain, le Conseil de l'ATA a examiné, sous la présidence de l'Ambassadeur Randolph Burgess, les projets pour 1963 présentés par son Secrétaire Général, le Général Valluy, ainsi que le rapport de M. John Eppstein, Secrétaire pour l'Éducation. Les prochaines réunions du Conseil auront lieu : à Bonn, du 17 au 20 mars, en même temps que la III^e Conférence Atlantique pour les Jeunes Dirigeants Politiques ; à Bruxelles vers la fin mai en séance commune avec le Bureau de l'Institut Atlantique et à Ankara avant l'Assemblée Annuelle qui aura lieu du 8 au 14 septembre.



Lettre de Luxembourg

PARLANT du Grand-Duché, l'un de nos ministres des Affaires Economiques a déclaré : « L'industrie sidérurgique luxembourgeoise n'est pas qu'une industrie ; elle est le pays même et plus encore, elle est ce pays dans le monde. » L'industrie sidérurgique, voilà en effet l'épine dorsale et de notre vie économique et de cet Etat qui ne couvre que 2 586 km² de superficie et ne compte que 320 000 habitants. C'est cette industrie qui a fait la réputation du Luxembourg bien avant qu'il ne fut connu pour avoir accueilli dans sa capitale les premières institutions d'une Europe économique unifiée.

De nos jours, avec une production annuelle de plus de 4 millions de tonnes d'acier, ce pays, en dépit de l'exiguïté de son territoire et de son insignifiance démographique, occupe toujours une place honorable parmi les Grands. Produisant ainsi bon an environ 14 tonnes d'acier par habitant, le Luxembourg bat évidemment sur ce plan tous les records, s'assurant une place dont il n'est pas près d'être délogé.

Mais le Grand-Duché actuel, trois fois amputé depuis le milieu du 17^e siècle, n'a pas qu'une vieille

tradition sidérurgique ; il peut également se réclamer d'une longue expérience d'alliances économiques. La première en date, le « Zollverein », lui fut imposée du dehors, un peu contre son gré. Mais à la longue, cette insertion dans un cadre économique plus vaste, dépassant les étroites limites des frontières nationales, se révélait des plus avantageuses.

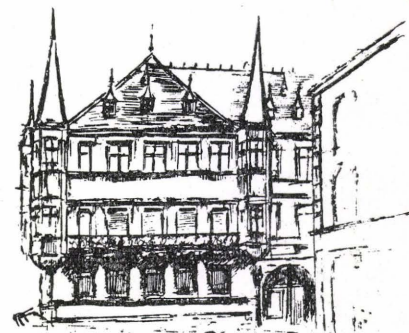
Le fameux « Benelux »

Après la dénonciation de ce traité, au lendemain de la première guerre mondiale, le peuple luxembourgeois se prononça à une majorité écrasante pour l'union économique avec la France. Cependant des raisons de politique internationale, souvent si difficiles à scruter et si malaisées à comprendre, s'opposèrent à la réalisation de ce vœu. Ce fut alors l'union économique belgo-luxembourgeoise, signée le 25 juillet 1921. Et cette fois encore les appréhensions initiales de certains milieux firent bientôt place à une appréciation plus réaliste de notre évolution économique. Enfin, après la Seconde Guerre Mondiale, nous avons vu naître, puis se développer — timidement il est vrai — le fameux « Benelux », auquel le Luxembourg

n'a pas seulement prêté la syllabe finale, évoquant lumière et espoir, mais dont il fait bel et bien partie intégrante, quoi qu'en ait pu penser feu M. Joseph Staline (voir Djillas « Discours avec Staline »).

Ayant compris non seulement la valeur, mais encore la nécessité de tels accords ; voulant, d'autre part, contribuer de son mieux à faire cesser les dissensions européennes dont il a à plusieurs reprises vécu dans sa propre chair tout le drame, le Luxembourg figure aujourd'hui parmi les signataires de tous les grands accords occidentaux de l'après-guerre. Aussi pourrait-il faire siennes les paroles prononcées récemment par le Général Norstad : « Grâce à l'OTAN, les petits pays qui en sont membres ne se sentent plus petits. Ils ont le même sentiment de force ou de confiance que nous, les citoyens des grands pays, et ils peuvent exercer leur droit autant que nous. »

Grâce à une négociation habile, notre ministre des Affaires Etrangères, M. Joseph Bech, réussit ce coup de chance de faire agréer Luxembourg comme siège « provisoire » de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Depuis lors, plus de dix ans se sont écoulés. La CECA a vu pousser d'autres branches sur le tronc européen. M. Bech s'est retiré du gouvernement pour occuper la présidence de la Chambre des députés. Mais puisque ce n'est que le provisoire qui dure, Luxembourg-Ville, en haut d'un roc naturel d'une incomparable beauté, garde toujours dans ses murs les premières institutions supranationa-



les. Et plus que jamais, cette ville et ce pays croient à leur vocation européenne.

Vieille terre lotharingienne, le Luxembourg se trouve en effet depuis toujours à la charnière des deux cultures principales, celle des Romains et celle des Germains, qui ont forgé l'Europe. Son rôle lui semblait ainsi dicté par la nature elle-même : servir d'intermédiaire, unir ce qui n'était que trop souvent opposé, construire, à l'image de ce qui fait la note caractéristique de sa capitale, des ponts reliant les deux rives d'une même civilisation. A cette fin, il se sentait d'ailleurs mieux équipé que la plupart de ses voisins, en raison de ce bilinguisme, auquel il reste attaché comme à une vertu cardinale. En effet, à part le « Letzeburger Sprôch », « langue secrète de 300 000 Européens », qui est la langue courante du pays, l'allemand et le français sont enseignés à tous les enfants de l'école primaire. Puis, avec les autres petits pays, le Luxembourg se croit appelé à être parmi les grands une sorte de conscience morale, veillant sans arrière-pensée aucune au respect des valeurs qui ont fait la grandeur de notre vieux continent.

Stabilité politique

Tous ces arguments, nos hommes d'Etat n'ont cessé de les répéter et de les développer. Mais il en est d'autres qui ont également leur poids, à savoir une stabilité politique remarquable, un ordre social enviable, enfin une cité pittoresque qui, avec ses 72 000 habitants, reste à mesure humaine, permettant aux institutions supranationales de travailler en toute sécurité, sans crainte de lendemains incertains. En effet, de tentative de révolution, le Luxembourg, vivant en régime de monarchie constitutionnelle, n'en a connu qu'en 1918. Des heures durant, les révolutionnaires d'alors ne cessaient de proclamer la République. Ce qui incitait un journaliste français à cette remarque : « D'accord, faites votre révolution, mais de grâce, faites-la dans un

quart d'heure ! » — Quarante-quatre ans plus tard, elle reste toujours à faire...

En dépit d'un standard de vie exceptionnel, de salaires qui sont parmi les plus élevés de l'Europe, d'un fonds de solidarité nationale assurant un minimum d'allocations aux vieux, hommes et femmes, auxquels manquerait le nécessaire, le Luxembourg non plus n'a pas réalisé un véritable paradis. Mais



l'immense majorité des Luxembourgeois a suffisamment le sens du réel pour ne pas vouloir compromettre ce qui a été atteint.

La question du siège des institutions européennes étant pour le moment mise en veilleuse, le gouvernement luxembourgeois entre temps s'est constitué acquéreur — au besoin par voie d'expropriation, ce qui lui a valu une révolte paysanne en miniature — de vastes terrains qu'un pont majestueux (encore un !) en cours de construction, met à quelques minutes seulement du centre même de la ville de Luxembourg. Ces terrains, qu'on aménage actuellement, sont destinés à former un jour ce district européen dont il fut déjà question à diverses reprises.

« Baby-partner » de l'OTAN

Il est cependant un domaine où ce pays n'a pas réussi : il s'agit de son armée. Abandonnant une « neutralité perpétuelle » que lui avaient imposée en 1867 les grandes puissances, mais qu'ont rendue caduque les événements que l'on sait, le Luxembourg connaît le service militaire obligatoire depuis la fin de la dernière guerre mondiale.

Fidèle à ses engagements, ce « baby-partner » de l'Alliance Atlantique n'a jamais voulu renoncer sur cette décision et renoncer ainsi à toute contribution militaire, si modeste fût-elle. Cependant la situation particulière du pays rend malaisée une solution satisfaisante à tout point de vue. Après d'âpres discussions, le parlement vient de voter une loi qui prévoit désormais une troupe territoriale et un bataillon d'artillerie ; ce dernier, formé en principe de volontaires, sera rattaché à une division américaine et constituera ainsi notre contribution à l'OTAN. L'avenir nous révélera si c'est là la bonne solution.

Mentionnons, pour terminer, un événement qui, en 1963, fera sans doute l'unanimité du pays entier : la commémoration du millénaire de la ville de Luxembourg. Voici en effet mille ans que le comte Sigefroi, en avril 963, acquit ce site unique de Lucilinburhuc aux bords de l'Alzette, où il fit construire son château-fort, jetant ainsi les fondements de la ville actuelle, jadis renommée pour sa puissante forteresse, le « Gibraltar du Nord ». Depuis des mois, la ville est en train de faire peau neuve pour fêter dignement ses mille ans. Ses artères principales ont été rénovées et élargies, ainsi que les deux ponts, le pont Adolphe et la « Passerelle », qui, enjambant le profond ravin de la Pétrusse, relie la ville haute au quartier plus récent de la gare. Enfin, un théâtre monumental est en voie d'achèvement.

Quant au monument devant perpétuer le souvenir de ce millénaire, le jury ainsi que les édiles n'ont pas encore su se mettre d'accord. Ce qui, une fois de plus, permet à l'esprit goguenard du Luxembourgeois de s'en donner à cœur joie dans les critiques acerbes ou les taquineries bienveillantes. Mais gageons que d'ici un an, tout le monde, à part quelques impénitents professionnels, aura trouvé qu'elle était belle, cette année du millénaire.

André HEIDERSCHIED
Luxembourg.



Ils voulaient être libres.



Tandis que les alliés montent la garde, la police de Berlin-Est surveille les sorties d'égouts pour empêcher les fuites... de personnes.

(Photos OTAN par Dominique Berretty).

LE MUR EST-IL SOLIDE?

« Pour y croire », me dit le guide, « il faut l'avoir vu de ses propres yeux ». Il s'agissait du « mur d'Ulbricht », cet inesthétique ouvrage qui, non seulement coupe une ville en deux mais sépare aussi la mère de son enfant et le « communisme de la décadence impérialiste ». Il y a déjà près d'un an et demi que la première pierre en fut posé avec un sans-gêne manifeste et la question qui prédomine aujourd'hui dans l'esprit des habitants de Berlin-Ouest est de savoir combien de temps il durera. L'Histoire, pourtant fertile en leçons, demeure silencieuse sur ce chapitre : le Môle d'Adrien et la Muraille de Chine étaient destinés à empêcher les gens d'entrer et non pas de sortir.

M. Willy Brandt, maire de Berlin-Ouest, est convaincu que le mur d'Ulbricht ne durera pas longtemps ; il a raison, sans doute, mais ce mur tombera-t-il en faveur de l'Est ou de l'Ouest ? Personne ne le sait, pas même le vaillant maire. Sous quelle forme se déroulera donc le « final de Berlin » et qu'est-ce qui le déterminera ? Le « statu quo » actuel est dû à la fermeté des alliés et à l'intransigeance de Moscou. Une volte-face semble peu probable dans l'un ou l'autre camp. A cet égard, les possibilités d'action unilatérale de Berlin-Ouest et de Bonn sont limitées, parce que la République Fédérale reste garante devant les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France qui se sont engagés à défendre la capitale. Cela ne signifie pas que, s'ils avaient les mains libres, les habitants de Berlin-Ouest se livreraient à une série d'actes insensés, quand bien même — comme par le passé — leur haine du mur atteindrait une force inégalée. Cela ne signifie pas non plus que le rôle de Berlin-Ouest en tant que facteur décisif pour l'avenir du mur soit négligeable ; il existe, mais sous une forme bien plus subtile, ainsi que nous le verrons.

Le rôle des Berlinoïses.

Les puissances alliées ont les mains liées et ne pourront à aucun moment être considérées comme les briseurs du mur. Un tel geste conduirait inévitablement à la guerre et les alliés ne peuvent prendre ce risque. Il appartient donc au régime de Pankow et à Moscou — les constructeurs du mur — de défaire ce qu'ils ont fait et l'heure d'une telle décision pourrait dépendre entièrement de la population de Berlin-Est. Après tout, c'est pour la protéger contre « l'expansion impérialiste » que le mur a été élevé. Nous pouvons être sûrs que, pour l'abattre, Moscou devra acquérir la certitude soit que les Berlinoïses sont assez endoctrinés pour ne plus vouloir

partir, soit que le communisme n'a plus de prise sur eux.

Supposons, par exemple, que le mur reste encore debout pendant cinquante ans ; cela devrait permettre au régime communiste de réaliser son programme d'endoctrinement, à la suite de quoi le mur tomberait sans doute en faveur de l'Est. Il y a cependant un hic — la présence constante de Berlin-Ouest pour rappeler sans relâche à ceux de l'autre côté



du mur combien ils sont loins d'être libres. Il est difficile de faire le point concernant cette lutte à l'intérieur des esprits, car la plupart des renseignements sur Berlin-Est proviennent des réfugiés. Pendant l'année écoulée, rares sont ceux qui ont réussi à franchir le mur.

Au cours d'un récent interrogatoire, un jeune Berlinois de vingt ans, qui avait eu la chance de pouvoir s'échapper, a déclaré que le programme d'endoctrinement semblait avoir un certain succès auprès de la jeunesse. Il n'avait jamais rien entendu dire contre le régime, ce qui est assez compréhensible du fait que de tels propos sont passibles de trois ans de prison. Si la population a peur de parler, elle est sans doute encore libre de penser. D'après une évaluation officielle, il semble qu'au moins 90 % de la population de Berlin-Est soit contre le régime. Cependant, si les prévisions du jeune réfugié se vérifient, ce chiffre pourrait baisser dangereusement dans les cinquante années à venir. Les Soviétiques tenteraient-ils alors d'unifier la ville dans l'espoir que les authentiques propagandistes allemands de la nouvelle école, émérites par les merveilles du communisme, envahissent Berlin-Ouest pour inciter leurs pauvres et misérables frères à noyer la démocratie dans la Spree ?

Une question psychologique.

Cela est fort peu probable. Il suffit de passer la tête par-dessus le mur actuel et de regarder ensuite derrière soi pour se rendre compte qui est riche ou pauvre, heureux ou misérable. Si cinquante années doivent tout changer, ce ne sera peut-être pas nécessairement dans le sens voulu par Moscou. Berlin-Ouest veut devenir une ville exceptionnelle à tel point que tout progrès accompli de l'autre côté soit éclipsé par le sien. La République Fédérale d'Allemagne sait qu'un Berlin-Ouest florissant est plus utile dans le domaine psychologique qu'une armée de propagandistes spécialisés et c'est une des raisons pour lesquelles elle permet à l'ancienne capitale de prospérer sans lui imposer de charges fiscales trop lourdes. Les lumières éclatantes de la ville et

ses magasins bien garnis contribuent à convaincre le peuple allemand que Berlin restera la véritable capitale de l'Allemagne.

Depuis la dernière guerre, Berlin-Ouest avec ses 6.000 usines modernes est la plus importante ville industrielle entre Paris et Moscou. Le volume de ses exportations est le double de celui de l'Irlande et son produit national brut dépasse celui de plusieurs autres pays. C'est là une épine au pied de Moscou : si elle s'enfonçait, la douleur pourrait devenir intolérable et contraindre les Russes à chercher un remède. Il ne saurait être question de chirurgie, car toute tentative de supprimer Berlin-Ouest équivaldrait en fait à une déclaration de guerre non seulement contre la ville mais aussi contre les trois puissances de l'OTAN qui y ont des troupes pour la défendre et contre l'ensemble de l'Alliance Atlantique. Quitter Berlin-Est pourrait conduire à l'abandon de toute l'Allemagne orientale, car l'atmosphère de liberté et de richesse de Berlin-Ouest s'étendrait jusqu'aux nouvelles frontières du communisme.

Un brillant exemple.

Comme l'a dit M. Brandt : « Il n'y a pas d'exemple plus vivant de la question de Berlin que la ville elle-même qui représente pour nos compatriotes de l'Est la promesse qu'ils ne seront jamais abandonnés. Nous ne transigerons pas sur le problème de Berlin. Sa situation incommode pourrait être une bénédiction sur le plan politique et moral pour le monde libre en général. Sans ce cas de force majeure, nous aurions pu nous écarter dangereusement des réalités. Nous voulons que notre grande et belle cité soit un brillant exemple. Ses habitants et ses visiteurs doivent savoir qu'ils vivent dans une ville de grand avenir. En connaissant nos buts et en nous attaquant fermement à nos problèmes, nous nous efforcerons de faire de Berlin un centre industriel et intellectuel de plus en plus important. »

John S. Hodder,
Berlin.



es gibt nur EIN Berlin!

L'EUROPE DANS LE " MONDE ATLANTIQUE "

Stage du C.I.F.E.

Comme il l'avait déjà fait à plusieurs reprises, notamment à Saint-Jean-aux-Bois, à Marienberg (1) et à Bad-Liebenzell, le Centre International de Formation Européenne a, du 18 au 25 novembre, réuni une soixantaine d'officiers des six pays membres de la Communauté européenne en un stage dont le thème était « L'Europe et l'OTAN ». Durant une semaine, à Hennef (Rhénanie), ces soixante officiers d'un grade élevé ont étudié les divers problèmes posés par la seule juxtaposition de deux sigles **Europe** et **OTAN**, sous la direction de M. Alexandre Marc, Président du C.I.F.E. Parmi les conférenciers figuraient les professeurs Guy Héraud et Michel Mouskhély, de la Faculté de Droit de Strasbourg, Daniel Pépy et Marcel Thiéry, de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Traut-Welser, de l'Université de Munich, le Général Marcel Carpentier, ancien commandant des forces terrestres du secteur Centre-Europe, M. Claude Delmas, du Secrétariat International de l'OTAN, etc.

Il s'agissait : — d'étudier les fondements, la signification, les perspectives de l'effort mené en vue de l'unification de l'Europe, sur le plan politique comme dans les domaines juridique, sociologique, économique, etc. ; — d'analyser ce que cet effort devait à l'existence de l'OTAN (considérée en tant que système de défense et en tant qu'expression politique des solidarités atlantiques) ; — de préciser les données du problème des rapports entre ce « monde atlantique » d'une part, et, d'autre part, le grand ensemble des pays en voie de développement et le monde communiste.

Politique soviétique.

L'analyse de la politique soviétique avait été confiée au Professeur Traut-Welser : celui-ci, comme il l'avait fait à Bad-Liebenzell en février dernier, s'attacha à mettre en évidence tout ce que la politique de l'U.R.S.S. comporte de spécifique oriental et tout ce qui, en elle, appartient plus à la Russie qu'à l'idéologie communiste : mépris de l'Occident, messianisme, etc. Serait-ce à dire que le communisme ne représente que les superstructures de cette politique ? Non, certes, mais il ne suffit pas à expliquer toute cette politique, et d'ailleurs, M. Traut-Welser n'a aucune peine à analyser en quoi le marxisme, s'il est une ontologie pour l'U.R.S.S., n'est qu'une méthodologie pour la Chine. Ceci lui permet d'insister sur un fait essentiel : le passage de la « guerre froide » à la « coexistence pacifique » n'a représenté qu'un changement de tactiques, à l'exclusion de toute modification des objectifs (M. Khrouchtchev a d'ailleurs été formel sur ce point). Pour les Occidentaux, le danger demeure donc aussi grand : il a simplement pris de nouvelles formes.

(1) Voir *Nouvelles de l'OTAN*, janvier 1962, page 9.

Face à ce danger, les Occidentaux ont réagi en œuvrant pour réaliser l'unification de l'Europe et, à peu près au même moment, en créant l'OTAN (cette concomitance est l'un des points essentiels que développe M. Mouskhély). Il ne saurait évidemment être question d'envisager pour l'aire atlantique de l'OTAN une structuration politique comparable à celle qui se met progressivement en place en Europe — et le C.I.F.E. souhaiterait une accélération du processus et la mise en place d'une Europe fédérale.

Aide collective.

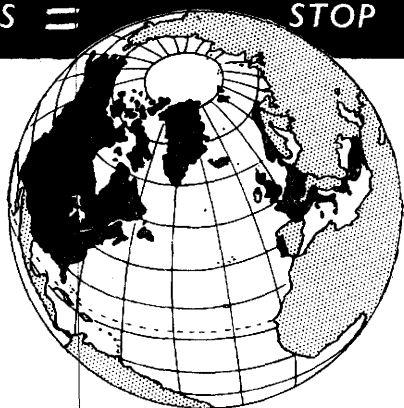
Quant aux problèmes posés par la mutation historique subie par les pays en voie de développement (mutation qui ne peut se réduire au seul mot « décolonisation ») ils mettent en question, d'une part l'aptitude de ces pays à bâtir des structures et à organiser la société de telle sorte qu'ils puissent être vraiment les artisans de leur propre destin, d'autre part la possibilité, pour les Occidentaux, de les aider collectivement. Sur chacune de ces grandes questions, l'intérêt des participants se concentra sur quelques points particuliers, parmi lesquels les suivants méritent d'être signalés.

— Sur le plan politique, comment l'OTAN peut-elle concilier les exigences d'une coordination accrue des politiques nationales et son caractère intergouvernemental. Ceci se manifeste avec plus d'acuité encore si l'on envisage les problèmes nucléaires : la mise sur pied d'une « force nucléaire OTAN » paraît impliquer l'institution d'un véritable pouvoir politique. Ceux des participants qui soulèverent cette question ne mirent pas en doute la valeur de la consultation politique telle qu'elle est pratiquée (et telle qu'elle s'est développée), mais ses limites.

— Sur le plan militaire, à la suite de la conférence du général Carpentier, les participants se montrèrent soucieux de l'équilibre entre forces nucléaires et forces non nucléaires dans le potentiel de l'OTAN. Comment arriver à ce que les Européens participent à la défense nucléaire ? Comment arriver à ce qu'ils acceptent de développer leurs forces conventionnelles ?

— En ce qui concerne les rapports avec les pays en voie de développement, l'essentiel paraît devoir être la substitution d'une aide collective à des aides nationales.

Durant une semaine, ces soixante officiers ont étudié en commun quelques-uns des grands problèmes à la solution desquels ils sont amenés à participer. Nul doute qu'ils ne conservent, dans l'exercice de leurs responsabilités, l'optique communautaire dans laquelle ils ont réfléchi et discuté.



PLEINS FEUX SUR L'OTAN

Mandat du Général Heusinger renouvelé

Les fonctions du Général Heusinger, de l'armée allemande, à la présidence du Comité militaire en Session permanente ont été prorogées pour un an. Cette décision a été prise lors de la récente réunion du Comité à l'échelon des Chefs d'Etat-Major. La présidence du Comité militaire en Session permanente dure habituellement deux ans, mais peut être renouvelé pour une période d'un an au maximum. Le général Heusinger avait assumé cette fonction en mars 1961. A la différence du Comité militaire qui réunit normalement deux fois par an les Chefs d'Etat-Major, le Comité militaire en Session permanente se compose de représentants de ces Chefs d'Etat-Major et se réunit tous les quinze jours, ou plus souvent si les circonstances l'exigent. Ses réunions se tiennent à Washington.

Retour de l'Amiral Loughlin au SACLANT

Le Contre-Amiral Elliott Loughlin, de la marine américaine, a succédé à son compatriote le Contre-Amiral James W. Davis, en qualité de Chef d'Etat-Major adjoint pour les Plans et Opérations au Quartier Général de l'Amiral Robert L. Dennison, Commandant Suprême Allié de l'Atlantique. C'est la deuxième fois qu'il assume un service au Q. G. international de Norfolk, en Virginie, puisqu'il y fut Directeur des Plans en cours, de 1960 à 1961. Quant à l'Amiral Davis, qui vint au SACLANT en avril 1961, il a assumé le commandement de la base navale américaine de Guantanamo à Cuba.

Pour un nouvel Institut

Après avoir étudié la question de la création d'un Institut international de Sciences et de Technologie, le Groupe de Travail institué en 1961 par le Conseil de l'Atlantique Nord en a approuvé l'idée à l'unanimité. Le rapport recommande que cet Institut soit composé de cinq centres interdisciplinaires — mathématiques appliquées et physique théorique, méthodes et systèmes technologiques, recherches sur les matériaux, sciences de la terre et sciences de la vie. Il devrait comprendre également un Centre d'Etudes Supérieures. Le Groupe de Travail estime qu'un Institut dégagé de tout traditionalisme apporterait un nouveau stimulant aux institutions actuelles et élargirait la portée ainsi que la diversité de l'enseignement dans les pays occidentaux au niveau le plus élevé. Cet Institut serait entièrement consacré aux études post-universitaires et décernerait son propre diplôme de Docteur. Il est prévu un effectif de 1.000 étudiants, un corps enseignant de 400 professeurs et un personnel auxiliaire de 1.000 personnes.

L'espace pour l'espace

On s'intéresse tellement de nos jours à une réduction possible du poids et de l'encombrement de

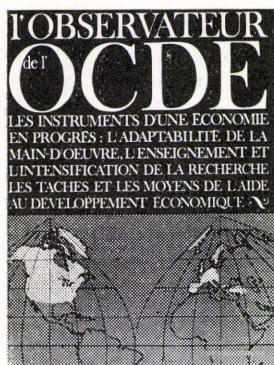
l'équipement électronique militaire que le Groupe Consultatif pour la Recherche et le Développement Aéronautiques de l'OTAN (AGARD) a recommandé que soit organisé un cycle de conférences sur les circuits micro-électroniques à niveaux de puissance minima. Les nations qui poursuivent des recherches spatiales sont particulièrement intéressées à pouvoir loger cet équipement dans leurs fusées en utilisant le moins de place possible. Le Programme international de Consultants et d'Echanges de l'AGARD patronnera ces conférences. Les réunions prévues s'étendront sur deux jours et doivent avoir lieu dans au moins trois pays de l'OTAN, au cours du mois de juin prochain.

Le Commandant Kieffer et l'OTAN

Philippe Kieffer, mort récemment à Corneilles-en-Parisis près de Paris, fut pendant six ans Directeur des Services Généraux au siège de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Héros de la dernière guerre — il commandait le premier bataillon de fusillers marins-commandos qui débarqua sur la côte de Normandie le 6 juin 1944 — il était entré à l'OTAN en avril 1952, mois où le siège de l'Organisation passa de Londres à Paris. Ses exploits lui avaient valu les titres de « Compagnon de la Libération » et de « Commandeur de la Légion d'honneur ». Il était aussi détenteur de la « Military Cross ». Peu de jours avant sa mort, le Commandant Kieffer avait remis son uniforme pour assister à la première du film « Le jour le plus long », qui fait revivre l'attaque du Casino d'Outistreham à laquelle il participa. Dans son livre « Béret vert », il retraça l'histoire des Commandos de la Marine.

Une bibliographie sur l'OTAN

Une liste répertoriée de livres et de publications périodiques se rapportant à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord existe maintenant sous la forme d'un ouvrage préparé par la bibliothécaire de l'OTAN. Cette liste, tirée tant de sources officielles que privées, est un excellent guide pour celui qui veut étudier à fond les problèmes nés de l'existence et du développement de l'Alliance Atlantique. Il s'agit en effet d'un guide de 165 pages, dont les deux premiers chapitres sont consacrés à l'étude historique du Traité et à ses applications juridiques. Le chapitre II, notamment, donne une liste des accords multilatéraux et bilatéraux conclus par les pays membres de l'OTAN au titre de la défense. Les chapitres IV et V portent sur les aspects politiques, militaires, économiques et culturels ainsi que sur les rapports de l'OTAN avec certains grands problèmes actuels : la coopération scientifique, les armes modernes, le désarmement, etc. Pour obtenir un exemplaire de cette bibliographie, écrire à la bibliothécaire, Service de l'Information de l'OTAN, place du Maréchal de Lattre-de-Tassigny, Paris XVI^e.



Une nouvelle revue internationale vient de paraître : « L'Observateur de l'OCDE », une publication bimensuelle en anglais et en français. Editée par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, elle sera diffusée surtout dans les pays de l'OCDE et s'adressera aux personnes qui s'intéressent à l'évolution de la société. Signalons parmi les articles du premier numéro :

« Adaptabilité de la main-d'œuvre et croissance économique » par Gösta Rehn, Directeur de la Main-d'Œuvre et des Affaires Sociales

Dans son introduction, M. Thorkil Kristensen, Secrétaire Général de l'OCDE, explique que l'objectif principal de cette publication est de diffuser des renseignements concrets sur des questions entrant dans le vaste domaine d'activité de l'Organisation. « Nous espérons, dit-il, que les personnes qui s'intéressent particulièrement aux affaires publiques mais qui n'ont pas le temps de prendre connaissance de la masse d'informations contenues dans de volumineux rapports sur les questions économiques et sociales seront satisfaites de pouvoir se tenir au courant en lisant de courts articles dans L'Observateur de l'OCDE.

Les politiques économiques de l'O.C.D.E.

Les Ministres des vingt pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques se sont réunis à Paris le mois dernier pour examiner les divers aspects de leurs politiques économiques. Les discussions furent centrées sur les moyens de stimuler l'expansion économique parmi les pays membres, tout en évitant des problèmes de balance de paiements. L'objectif de croissance collective fixé l'an dernier par le premier Conseil des Ministres de l'OCDE représentait une augmentation de 50 % du produit national brut entre 1960 et 1970. Les Ministres ont également passé en revue les différents programmes d'aide aux pays en voie de développement sous l'angle du volume aussi bien que de l'efficacité et ils ont envisagé des mesures pour élargir les marchés mondiaux afin que les produits des jeunes pays y trouvent leur place.

Un thème jeune

« L'association atlantique », tel sera le thème de la plupart des séminaires, cours et conférences pour la jeunesse organisés par l'OTAN, sur le plan national aussi bien qu'international. Cela résulte sans doute du fait que l'entrée probable de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun risque d'ouvrir la porte à des négociations entre la CEE et l'Amérique du Nord. Parmi les principales activités de la jeunesse pour 1963, signalons la Troisième Conférence de Jeunes Dirigeants Politiques prévue pour le début de l'année par le Ring Politischer Jugend de Bonn ; un séminaire de huit jours organisé à Istanbul au printemps prochain par l'Organisation Nationale de la Jeunesse turque (T.M.G.T.) ; un autre de deux semaines destiné aux universitaires dans le courant de l'été et placé sous l'égide du Ministère des Affaires Etrangères de la République Fédérale d'Allemagne ; enfin un séminaire d'une semaine pour jeunes travailleurs et syndicalistes au début de l'automne, prévu par le Conseil danois de la Jeunesse.

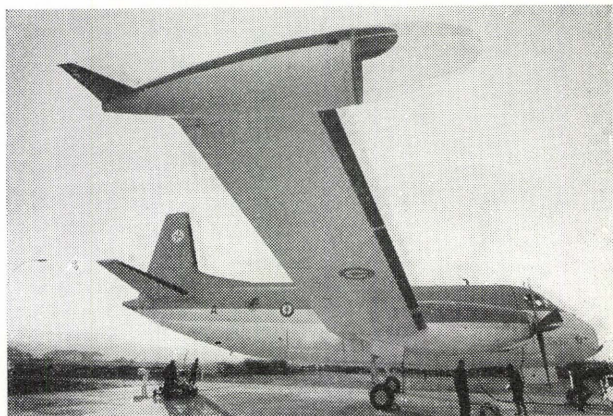
Un groupement tactique d'infanterie d'environ 1.500 hommes sera déployé ce mois-ci des Etats-Unis vers l'Allemagne par la voie des airs. Ce sera le 6^e exercice de la série « Long Thrust », dont le but est de mettre à l'épreuve les moyens de commandement et les possibilités logistiques pour le renforcement des défenses de l'OTAN en Europe. Le Service des Transports Militaires Aériens américain (M.A.T.S.) amènera les hommes qui remplaceront l'un des groupes de combat arrivés en Europe au cours des exercices précédents. Ce dernier groupe sera, à son tour, ramené par air aux Etats-Unis. La direction de cette manœuvre a été confiée au Général d'Armée Pierre Jacquot (France), Commandant en Chef des Forces Alliées du Centre-Europe.

Le Centre de La Spezia se réorganise

Le Centre de Recherches anti-sous-marines de La Spezia, en Italie, est en voie de réorganisation. Les travaux scientifiques et d'administration, menés actuellement par la SIRIMAR (Società Internazionale Ricerche Marine), prendront fin le mois prochain et le Centre bénéficiera désormais du soutien total de l'OTAN comme un organisme militaire international. Depuis mai 1959, les opérations avaient été financées uniquement par les Etats-Unis et administrées par l'entremise de la SIRIMAR, une société italienne sans but lucratif qui est dirigée par l'Université de Pennsylvanie et travaille sous contrat avec le Département américain de la Défense. Le Centre continuera à conseiller et à aider les Commandements de l'OTAN, ainsi que les pays membres, dans le domaine de la recherche anti-sous-marine. Sa ligne de conduite demeurera entre les mains du Commandant Suprême Allié de l'Atlantique.

Simulateurs de vol pour l'« Atlantic »

Le Comité Directeur chargé de la production de l'avion patrouilleur maritime de l'OTAN « Atlantic » a annoncé son intention de passer avec la compagnie américaine « General Precision Inc. » un marché pour des simulateurs de vol. Cette décision a été prise après une étude approfondie de toutes les autres propositions. Un consortium de cinq pays de l'OTAN (France, Belgique, Allemagne, Pays-Bas et Etats-Unis) fabrique les différentes parties de cet appareil et l'assemblage final est confié à la firme française Breguet. Avec ses deux turbo-propulseurs Rolls-Royce, l'« Atlantic », une fois opérationnel, augmentera considérablement la capacité de défense de l'OTAN contre les sous-marins ennemis. En raison de l'extrême complexité de son équipement électronique, il peut être considéré comme un véritable « laboratoire volant ».





L'UNION SOVIETIQUE ET LE MARCHE COMMUN EUROPEEN

« Après que le vingt-deuxième Congrès du Parti Communiste de l'URSS eut adopté le programme d'édification du Communisme en Union Soviétique, les impérialistes commencèrent à faire grand tapage autour du « défi économique » lancé par la Russie et se mirent fiévreusement au travail afin de ne pas se laisser distancer dans la lutte économique qui oppose les deux systèmes. Devant la menace grandissante d'une offensive économique de l'Union soviétique et des autres pays socialistes, les dirigeants et les idéologues du Capitalisme proclamèrent sur-le-champ la nécessité de liguer leurs forces. Il ne s'agit pas d'un hasard si, au cours d'une récente déclaration sur la soi-disant interdépendance des puissances occidentales, le Président Kennedy a lancé un appel à tous les pays impérialistes d'Europe occidentale et aux Etats-Unis afin d'unir leurs efforts en vue de créer une « association atlantique ». Il est bien évident que le dessein de Kennedy est de conserver aux Etats-Unis leur rôle de guide du monde capitaliste et même de le renforcer. Tous ces faits montrent une fois de plus que les impérialistes redoutent la concurrence économique autant que notre puissance militaire et qu'ils s'efforcent d'opposer aux pays socialistes, à l'élan communiste international et à la lutte pour la libération des peuples, un front solide groupant les forces réactionnaires.

Après la Deuxième Guerre Mondiale, les pays socialistes tendirent de plus en plus vers l'intégration de leurs politiques étrangères et de leurs systèmes économiques. On assista à la création d'organismes internationaux, tels que la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, le Marché Commun, l'Organisation Européenne de Coopération Economique, et bien d'autres encore. Les dirigeants du monde occidental, en dépit de toutes leurs rivalités, ont en partie réussi à établir entre eux des alliances qui créent des difficultés pour les pays naissants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Les monopoles impérialistes.

Comment se fait-il que les impérialistes, malgré leurs rivalités, aient réussi dans une certaine mesure à coordonner l'entraide économique dans plusieurs domaines importants et à une échelle internationale ? Tout d'abord, nous constatons, bien que sur une base contradictoire, un courant très net dans le sens d'une plus forte internationalisation de la vie économique, rendu plus marqué à notre époque en raison des rapides progrès technologiques et scientifiques. L'Etat capitaliste « monopolisateur », de son côté, s'efforce d'encourager cette tendance et de l'utiliser dans un but agressif politico-militaire. En mettant sur pied leurs associations économiques entre Etats, les impérialistes s'efforcent de contre-

balancer les conséquences négatives du développement spontané de l'économie capitaliste.

En second lieu, devant la puissance croissante du système socialiste et de son économie planifiée, et devant la poussée rapide de l'émancipation des peuples, les impérialistes sont forcés de chercher les moyens d'apaiser leurs querelles. Comme ils redoutent toute concurrence pacifique avec les pays socialistes, ils tentent d'atténuer leurs dissensions internes en raison de la contradiction fondamentale de notre temps : à savoir l'opposition entre le Capitalisme et le Socialisme.

Le Marché Commun donne de grands avantages aux monopoles impérialistes. En même temps, il menace les intérêts de la classe ouvrière, des paysans et aussi les couches intermédiaires de la population urbaine. Les petits pays seront de plus en plus tributaires de cette alliance impérialiste qui, en somme, signifie une nouvelle forme de partage du marché capitaliste. Les forces agressives veulent, par le truchement du Marché Commun, renforcer l'OTAN et accélérer la course aux armements.

Par suite de la création d'alliances impérialistes internationales les petits pays du système capitaliste, tout en perdant leur ancien rôle et leur souveraineté, sont obligés de se mettre à la remorque des Etats-Unis et des autres grandes puissances impérialistes. Les dirigeants de ces pays vont jusqu'à renoncer à leur indépendance, sous le prétexte que le Marché Commun et les autres organisations de ce genre peuvent ralentir la marche en avant du socialisme et réduire les pressions exercées par les classes ouvrières...

Liens avec l'OTAN.

Les dirigeants occidentaux ne se soucient guère de dissimuler le lien direct et l'interdépendance qui existent, par exemple, entre l'organisation économique du Marché Commun et l'Alliance Atlantique de caractère agressif. Ils se complaisent à souligner que leurs alliances économiques sont aussi appelées à jouer un rôle primordial pour assurer la soi-disant défense de l'Occident, ce par quoi ils veulent dire la politique agressive des impérialistes... Mais si nous n'exagérons pas la force de l'adversaire, cela ne signifie pas pour autant que nous devions l'ignorer. Il serait imprudent de ne pas attacher d'importance aux desseins et aux actes des hommes responsables de l'intégration européenne...

Tout en nous familiarisant avec cette profonde tendance vers l'internationalisation de la production au sein du monde capitaliste, nous bâtissons de notre côté, à la lumière de ce fait, notre propre politique dans le domaine économique. Ceci nous amène à la question de la possibilité d'une coopération économique et d'une concurrence pacifique non seulement entre des pays individuels ayant des systèmes sociaux différents, mais aussi entre les organisations qui les groupent.

Nous voyons clairement le danger inhérent à la tentative impérialiste d'utiliser les avantages découlant de l'intégration occidentale afin de constituer entre Etats des groupes économiques exclusifs de caractère agressif. En adoptant une telle politique, les Occidentaux sont en train de barrer la route au développement du commerce mondial et à la coopération économique entre les organisations qui groupent les pays des deux camps. De leur côté, les pays socialistes font des propositions destinées à étendre le commerce international entre les pays des deux systèmes diamétralement opposés...

Nos intérêts fondamentaux — c'est-à-dire l'édification du socialisme et du communisme — exigent une solidarité dans l'effort afin de promouvoir l'économie nationale de tous les pays socialistes et d'accroître la puissance du monde socialiste dans son ensemble. Ils exigent aussi une vigilance de tous les instants pour consolider les fondements matériels et technologiques du socialisme. A nos yeux, il s'agit là de jalons sur la route qui conduit au socialisme mondial... »

(Extraits d'un article de M. Khrouchtchev dans *World Marxist Review*, septembre 1962.)



Nos
Lecteurs
Ecrivent
nous

LES RUSSES ET LE DESARMEMENT

M. L. Gay (dans votre numéro de juillet-août) trouve qu'il est difficile de comprendre les fluctuations de l'opinion publique sur la question du désarmement. Pour sa part, il estime qu'il faut poursuivre les essais nucléaires et qu'il est inutile de chercher à les arrêter. La logique de son raisonnement est assez lamentable. Les Soviétiques disent que le Communisme triomphera sans aucun doute à travers le monde, donc à quoi bon vouloir imposer par la force ce qui doit nécessairement se produire. Ils se sont proposés, à l'origine, d'établir une dictature du prolétariat dans tous les pays, grâce à des méthodes pacifiques ou même violentes. En conséquence, s'ils laissent l'Ouest se désagréger de façon délabrée, ils restent toujours attachés à leur objectif initial. La domination du monde est le but avoué du Communisme, mais ce n'est pas celui de la Russie. Car ni M. « K » ni même le plus ardent des patriotes russes ne peut concevoir la domination du monde par un seul pays.

Quant à M. Justan, dans son article publié en juin, il me semble faire preuve d'un peu trop d'assurance en prétendant nous révéler ce que pensent la jeunesse russe et les citoyens soviétiques, si informé soit-il de l'opinion de ces derniers. Il déclare que tous les échecs sont mis au compte des « survivances du capitalisme dans les esprits et le comportement des gens », oubliant fort à propos les éclats récents de M. Khrouchtchev contre la situation de l'agriculture en URSS, dont la plupart des commentateurs politiques se sont emparés pour y déceler le symptôme d'une décadence agricole. Si le monde libre veut l'emporter, il ne doit accepter que des faits étayés de preuves concrètes, en se gardant de toute illusion prometteuse.

E.M. TOMKINSON,
11, Park Drive,
Rhyl, Flintshire (Grande-Bretagne).

L'EUROPE VA DE L'AVANT

J'ai lu dans les *Nouvelles de l'OTAN* d'octobre 1962 l'article de M. Girolamo Nisio et je me permets d'attirer votre attention sur le fait que comparer le repli des Soviétiques en 1945 à « la défense des Thermopyles », et déclarer en outre que « les barrières de la frontière orientale arrêteront les Soviétiques qui, déconcertés, hésiteront et se replieront » ne correspond pas à la réalité. L'auteur ajoute : « Le spectacle des envahisseurs tournant le dos à la frontière européenne pour rentrer dans leur camp est l'un de ceux dans lesquels la scène de l'Histoire s'embrace au-dessus des actions humaines... »

Or, permettez-moi de décrire ce qui s'est réellement passé. De février à novembre 1945, je me trouvais près de Torgau, en Saxe. En avril 1945, j'ai vu les troupes allemandes refugier vers Berlin, j'ai vu l'armée américaine avancer jusqu'aux rives de l'Elbe et au-delà desquelles chacun savait que se trouvait l'armée rouge. Puis, dans les premiers jours de mai 1945, l'armée américaine s'est retirée et les Soviétiques ont avancé jusqu'à la Mulde. Les armées soviétiques ont stationné entre l'Elbe et la Mulde jusqu'au début de juillet puis s'en sont retournées nullement hélas « pour rentrer dans

leur camp » mais pour pousser vers l'Ouest aussi loin que le leur ont permis les troupes des Etats-Unis. La ligne sur laquelle elles se sont arrêtées devait devenir le Rideau de Fer.

Les envahisseurs n'ont donc pas « tourné le dos à la frontière européenne ». De la frontière orientale de l'Allemagne au Rideau de Fer, c'était un territoire européen qu'ils occupaient. Si l'on tient compte de ces faits, il semble assez fallacieux de comparer l'arrêt des Soviétiques à la défense des Thermopyles : aucune bataille n'a été livrée pour enrayer leur avance et au lieu de retourner à leur point de départ, c'est-à-dire au-delà de l'ancienne frontière orientale, les troupes soviétiques ont occupé une étendue considérable de l'Allemagne européenne.

J'estime en outre que l'action des Soviétiques n'est nullement « au-dessus des actions humaines » : ils ont pris tout ce qu'ils pouvaient prendre sans risque. Comme j'avais vraiment l'impression qu'il y avait un malentendu à ce sujet, j'ai estimé nécessaire de faire cette mise au point.

M.L. STRACHWITZ,
Theodor Brinkmannstrasse 7,
Bonn (Allemagne).

LES PAYS-BAS ET LA NOUVELLE-GUINEE OCCIDENTALE

Le 15 août 1962, la République indonésienne et le Royaume des Pays-Bas signaient un traité concernant la souveraineté et l'expansion économique de la Nouvelle-Guinée occidentale. Il résultait de cet accord que sept à huit mille Papous (plus que la population de Trinidad, qui a accédé dernièrement à l'indépendance) étaient transférés à la République d'Indonésie sous le couvert provisoire de l'autorité exécutive temporaire des Nations Unies.

Les Pays-Bas ont gouverné la Nouvelle-Guinée occidentale jusqu'au 1^{er} octobre 1962 et, en plus de quatre siècles d'administration coloniale, n'ont jamais tiré le moindre bénéfice de cette partie de leur empire. Depuis les vingt dernières années, ils appliquaient un programme progressif de décolonisation et d'éducation des Papous qu'ils n'ont pas seulement laissé choisir leur propre drapeau mais auxquels ils ont expressément promis l'indépendance avant 1970. Le traité avec la République d'Indonésie a été conclu sous la pression des Etats-Unis et sous l'égide de M. U. Thant sans que les Papous, qui étaient directement intéressés, aient eu leur mot à dire.

En ne citant que les Etats-Unis et les Nations Unies je ne veux pas dire que la politique des autres pays intéressés (membres de l'OTAN, Australie, etc.) aient été au-dessus de tout reproche, bien au contraire, mais si les Nations Unies ou les Etats-Unis avaient bien voulu laisser prévaloir les droits des Papous au lieu de céder à la violence, ceux-ci et les autres populations de la Nouvelle-Guinée occidentale n'auraient peut-être jamais connu les jours les plus sombres de leur histoire. L'URSS n'a vraiment commencé à apporter à Sokarno son aide « agressive » qu'après la volte-face politique de Kennedy et son insistance pour qu'on en vienne aux compromis, ce qui augmentait le risque de guerre. De même que par son action à Goa, l'Inde s'est départie de son rôle de médiateur neutre, les Etats-Unis ont perdu, le 15 août 1962, leur titre mérité de « Défenseurs de la Justice ». Une grande puissance a rarement abandonné un allié à un moment critique comme les Etats-Unis l'ont fait vis-à-vis des Pays-Bas.

Le Pacte de l'Atlantique Nord proclame dans son préambule que « les Etats Parties au présent Traité (sont) déterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit.

Puisse cette proclamation ne pas devenir lettre morte.

Joh. RANZIJN, Jr.,
Vincent van Goghstraat 41,
Weesp (Pays-Bas).

LA FOLIE DES ARMEMENTS

Vous avez publié dans votre numéro de septembre, sous le titre « Soldats du Parti », une étude de Malcolm Mackintosh, Conseiller à l'« Institute for Strategic Studies » de Londres, extraite d'une conférence donnée au Collège de Défense de l'OTAN. Voici mes commentaires à ce sujet, faisant suite à ma première lettre qui a paru dans votre numéro d'octobre.

M. Mackintosh, après une longue citation d'un « journal politico-militaire du Ministère de la Défense nationale de l'URSS » (sans autre précision) termine ainsi : « Pour conclure, l'article disait que personne ne peut savoir l'effet des armes nucléaires sur le moral des troupes puisque l'expérience n'en a pas encore été faite. Une des tâches essentielles du Haut Commandement et de la pensée militaire soviétiques consiste donc à préparer les troupes physiquement et mentalement à supporter le choc des armes nucléaires. Il faudra maintenir leur moral et leur désir d'être victorieux à un tel point qu'ils puissent exécuter leurs missions militaires efficacement, même sous le choc d'une attaque atomique. Un tel sentiment pourrait être partagé par n'importe qui et nous rapproche autant de l'esprit militaire soviétique (c'est moi qui souligne) que l'endoctrinement par le Parti nous en éloigne. »

Je proteste contre cette inadmissible conclusion : il est impossible de se rapprocher de l'esprit militaire, soviétique ou autre, parce que la guerre c'est la mort et que la vie réclame la Paix... désarmée. Expérience pas encore faite ? On oublie, déjà, Hiroshima ! Et le « sentiment » que M. Mackintosh souhaite de voir partagé par tous, « en maintenant le moral des troupes et leur désir de vaincre même sous le choc atomique », il faut au contraire s'ingénier à le faire disparaître à jamais.

Les arguments employés dans « Soldats du Parti » nous facilitent beaucoup notre protestation. Dans l'exposé historique des rapports entre Staline et l'armée russe, on trouve les données suivantes, page 9 : « Après la guerre, Staline amena rapidement l'armée à la raison... Les généraux victorieux furent mis à la retraite ou exilés dans des régions lointaines... Staline conserva donc le plein contrôle de l'armée grâce à la terreur... »

Ces données sont bien trop modestes : l'ouvrage de A. Rossi « Autopsie du Stalinisme », paru en 1957 aux Editions P. Horay, donne le texte intégral du rapport fait par Khrouchtchev au XX^e Congrès Communiste. Le 24 février 1956, il déclare aux 1 600 délégués du Congrès : « Des conséquences très graves, surtout dans les premiers jours de la guerre, résultèrent de l'extermination par Staline de nombreux chefs militaires entre 1937 et 1941. Cette extermination a commencé à l'échelon des Commandants de Compagnie et a atteint les plus hautes sphères. La politique de répression contre les cadres militaires eut également pour résultat de saper la discipline parce que, durant de nombreuses années, on avait appris aux officiers de tous grades et même aux soldats, dans le Parti et dans les cellules de jeunesses communistes, à démasquer leurs supérieurs en tant qu'ennemis cachés » (page 110). Il ressort de ces confidences la certitude de la vanité du maintien du moral des troupes alors que le destin menace celles-ci (et pour combien de décennies encore ?) de subir les excès de la folie sanguinaire d'un satrape suprême !

La description des conditions d'une guerre moderne, présentée par le journal soviétique auquel se réfère l'auteur de « Soldats du Parti », nous apporte aussi des certitudes analogues. Une phrase éclaire spécialement cette angoissante perspective : « La guerre moderne exige des armées de masse de plusieurs millions d'hommes... » dans une tactique de concentration de la puissance du feu à partir de positions dispersées. Il

serait inutile d'objecter qu'il s'agit des vues des seuls soviétiques, car aux conférences de Marienberg les techniciens occidentaux ont exprimé des appréciations très voisines. Certains stratèges émettent bien l'hypothèse invraisemblable et gratuite d'un conflit qui s'ouvrirait d'abord avec des armes conventionnelles (soyons bien persuadés qu'elles sont déjà redoutables), mais d'autres affirment que la déflagration nucléaire s'imposerait bientôt irrésistiblement.

Serrons mieux le problème. Rappelons la saisissante définition du Président Kennedy (dans « Stratégie de la Paix », Calman-Lévy, 1961) : « La destruction totale est une question de minutes ». A quoi servent alors les millions d'hommes de troupes ? Et quel serait leur comportement ? Il faut tout de même croire le Président Kennedy car sa raisonnable définition n'a rien d'exagéré : multipliez par mille Hiroshima et Nagasaki ! Vous aboutirez à ce tableau impensable parce que monstrueux et ignoble : des capitales volatilisées dans un infernal brasier, la mort dans les tortures pour les périphéries, la famine, la pourriture et la peste pour la totalité des campagnes et la débâcle absolue et totale de ceux qui, morts en sursis, civils ou militaires, auraient échappé aux premiers désastres ! Alors, comment voulez-vous encore maintenir le moral des troupes et leur désir d'être victorieux dans ce sinistre cataclysme ?

En face de ces redoutables propagandes martiales, élevons notre pensée vers la Providence pour qu'Elle nous délivre des satrapes, et qu'Elle nous accorde le bonheur individuel et collectif, qui nous est permis si nous le méritons ! Si les religions régnantes n'avaient pas trahi les Missionnés Providentiels, l'âge d'or du bonheur serait depuis longtemps atteint ! Mais, à ce propos, que disent donc les religions régnantes et toutes les Universités sur ce problème du bonheur ? Rien ! Alors quel travail d'avenir pour l'abolition de la barbarie généralisée ! Dans ces perspectives, l'Occident, tout en restant armé avec soin jusqu'au triomphe de la Raison sur la Folie, doit inscrire à son programme d'avenir l'étude de l'orientation du monde vers la pacification par le désarmement universel.

J. de CERIGNY,
18, quai de Rive-Neuve,
Marseille (France).

LE TITRE DE LA REVUE

Il est presque toujours dangereux de changer le titre d'une revue : le lecteur interprète ce fait, non sans raison, comme un signe d'incertitude de la part de l'éditeur ou du rédacteur en chef. Bien que les **Nouvelles de l'OTAN** ne soient pas publiées par une maison d'édition, on peut leur appliquer les mêmes considérations qu'à un périodique ordinaire. Ce changement ne ferait que renforcer le sentiment que l'OTAN existe plus « sur le papier » que dans l'austère réalité des événements politiques et militaires. Ne serait-ce que pour cette raison, je suis pour le maintien du titre actuel.

En outre, dans le titre anglais « NATO Letter », j'approuve le mot « lettre » qui sous-entend un rapport direct avec le lecteur. Je crois aussi que les articles devraient être plus spécialement choisis à l'intention du grand public et être davantage à la portée psychologique du lecteur. Leur ton devrait être moins dialectique et il faudrait s'efforcer de faire participer le lecteur au débat. L'OTAN nous concerne tous. Les lecteurs pourraient être invités à faire des suggestions sur le contenu et sur sa présentation.

Horst v. SCHLICHTING,
Nordmannzeile 7,
Berlin (Allemagne).



L'Union de l'Europe Occidentale et les problèmes de l'OTAN

Réunie à Paris du 3 au 6 décembre dernier, l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale a étudié les questions suivantes : la standardisation et l'interdépendance en matière de production d'armements ; le désarmement ; la survie et la protection des populations civiles ; le progrès des négociations en vue de l'entrée du Royaume-Uni à la CEE et les conséquences éventuelles d'une telle adhésion sur le fonctionnement des institutions européennes ainsi que sur la constitution britannique ; enfin, le problème de Berlin. Les importantes discussions sur « Une force nucléaire OTAN » (Rapport présenté par M. Dugynstee) et sur « La force mobile de l'OTAN » (Rapport présenté par le Général Cadorna) ont conduit à l'adoption par l'Assemblée des résolutions suivantes :

RESOLUTION N° 83 sur l'état de la Sécurité Européenne

L'Assemblée,

Ayant examiné l'état actuel de la sécurité européenne ;

Considérant que tout doit être mis en œuvre pour parvenir à un accord applicable sur un désarmement général et contrôlé, mais que, dans l'intervalle, il appartient aux démocraties occidentales de maintenir des forces de défense pleinement efficaces ;

Considérant, en outre, que celles-ci doivent comprendre des forces conventionnelles puissantes, dotées d'un équipement moderne et appuyées par une gamme complète d'armes nucléaires placées sous un contrôle politique efficace et centralisé ;

Gravement préoccupée par les dangers que présente la prolifération de forces nucléaires indépendantes ;

Reconnaissant qu'aussi longtemps que les forces nucléaires existantes resteront sous le contrôle individuel des gouvernements membres de l'OTAN, il est peu réaliste de supposer que d'autres pays de l'OTAN, qui avec le temps pourraient acquérir le potentiel économique et technologique nécessaire, ne mettront pas sur pied leur propre force nucléaire, si limitée soit-elle ;

Reconnaissant, en outre, que tant qu'un exécutif efficace et centralisé, représentatif de l'Alliance dans son ensemble, ne sera pas institué, il sera politiquement impossible d'intégrer les forces nucléaires indépendantes de l'Alliance dans une seule force multilatérale ;

Reconnaissant qu'il est dans l'intérêt de l'ensemble de l'Alliance que l'Europe ne devienne pas, en matière industrielle, un continent d'importance secondaire, et qu'en conséquence, elle doit suivre les progrès des techniques modernes appliquées dans le domaine civil, mais issues de la mise au point des armes nucléaires et des systèmes d'acheminement,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. Que les gouvernements membres envisagent d'adresser au Conseil de l'Atlantique Nord des propositions communes en vue de faire d'un exécutif nucléaire OTAN la seule autorité habilitée à décider du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires sur le territoire couvert par l'Alliance ;

2. Que les gouvernements membres entament des négociations en vue d'adresser aux Etats-Unis des propositions communes tendant à assurer l'intégration des forces nucléaires alliées dans une seule force nucléaire OTAN, qui pourrait être organisée sur la base d'un contingent européen et d'un contingent américain, dans le cadre d'une structure de commandement unique placée sous le contrôle d'un exécutif politique unique représentatif de l'Alliance dans son ensemble ;

3. Que les gouvernements membres adressent aux Etats-Unis des propositions communes tendant à accroître l'échange des connaissances scientifiques et industrielles touchant la production des ogives nucléaires et des systèmes d'acheminement ;

4. Que, toutefois, les Etats membres ne relâchent pas leurs efforts visant à renforcer les forces conventionnelles de l'Alliance ;

5. De soumettre les propositions précédentes aux gouvernements membres et au Conseil de l'Atlantique Nord.

RESOLUTION N° 86 sur la Force Mobile de l'OTAN

L'Assemblée,

Se félicitant de la création de la force mobile de l'OTAN, en tant que moyen de démontrer la solidarité de l'Alliance en période de tension ou dans des situations menaçant de déclencher un conflit local ;

Estimant que cette force doit être avant tout une formation militaire efficace pour avoir une portée politique réelle ;

Ayant examiné le rapport de la Commission des Questions de Défense et des Armements établi par les observateurs de cette Commission qui ont assisté aux manœuvres de la force mobile de l'OTAN en Macédoine au mois d'octobre ;

Notant avec satisfaction le succès du premier exercice de grande envergure de cette force,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. Que tous les pays de l'Alliance soient instamment priés de participer pleinement à la force mobile de l'OTAN en fournissant à celle-ci des contingents militaires et en mettant à sa disposition, sur leur territoire, toute les facilités nécessaires à son entraînement ou à son emploi ;

2. Que les contingents nationaux affectés à la force mobile soient, dans la mesure des forces disponibles, constitués en supplément à ceux affectés au commandement de l'OTAN en temps de paix, et que les moyens de transport aérien nécessaires soient réservés pour affectation à titre permanent ;

3. Que les unités affectées à la force mobile terrestre soient convenablement entraînées et équipées à cette fin et dotées d'un matériel standardisé transportable par voie aérienne, dans la mesure où le SACEUR l'estime nécessaire ;

4. Qu'un système de financement en commun soit adopté :

(i) pour mettre à la disposition de la force mobile terrestre un état-major permanent pourvu d'un personnel suffisant ;

(ii) pour mettre à la disposition de l'état-major et des unités de cette force le matériel de transmission ou tout autre matériel spécial nécessaire ;

(iii) pour couvrir tous les frais de transport aérien qu'exige le déploiement de cette force tant pour les opérations que pour les manœuvres ;

(iv) pour constituer des stocks, s'il y a lieu, dans les zones de déploiement probables ;

5. Que la force mobile soit pleinement utilisée pour démontrer la solidarité de l'Alliance, en la déployant de toute urgence partout où le Conseil de l'Atlantique Nord jugera que ses intérêts sont exposés à des menaces politiques ou militaires ;

6. De transmettre la présente recommandation au Conseil de l'Atlantique Nord.

TOTAL DES DÉPENSES DE DÉFENSE DES PAYS DE L'OTAN 1949-1962

Les chiffres indiqués dans le tableau ci-joint sont fondés sur la définition OTAN des dépenses de défense et représentent les paiements réellement effectués, ou qui doivent l'être, au cours de l'année civile. Ces chiffres peuvent accuser des variations sensibles par rapport aux chiffres correspondants qui figurent dans les documents budgétaires nationaux en raison des différences existant entre les définitions nationales et la définition OTAN des dépenses de défense. Les chiffres indiqués pour les Etats-Unis et le Canada comprennent les dépenses effectuées par ces pays dans le cadre de leurs programmes d'aide militaire. Les chiffres indiqués pour les pays européens de l'OTAN n'incluent pas la valeur des matériels reçus au titre des programmes d'aide militaire des Etats-Unis et du Canada.

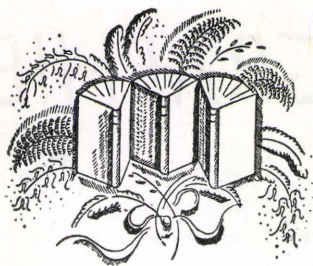
Pays	Unité monétaire	Dépenses effectives														Prévisions
		1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	
(0)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
Belgique	Millions Frs. Belges	7.653	8.256	13.387	19.965	19.815	19.925	17.067	17.065	18.356	18.312	18.686	19.161	19.561	20.821	
Canada	Millions \$ Canadiens	372	495	1.220	1.875	1.970	1.771	1.819	1.888	1.829	1.740	1.642	1.654	1.711	1.780	
Danemark	Millions Cour. Danoises	360	359	475	676	889	885	920	936	1.012	988	986	1.113	1.180	1.537	
France	Millions Nouveaux Frs	4.787	5.591	8.811	12.531	13.865	11.710	11.020	14.690	15.600	16.569	17.926	18.940	19.932	21.920	
Allemagne (a)	Millions D.M.	—	—	—	—	6.195	6.287	7.383	7.211	8.962	6.853	11.087	12.115	13.175	16.378	
Grèce	Millions Drachmes	1.630	1.971	2.615	2.655	2.767	3.428	3.688	4.939	4.477	4.469	4.735	5.110	5.034	5.055	
Italie	Milliards Lires	301	353	457	521	480	543	551	584	611	647	667	710	749	844	
Luxembourg	Millions Frs. Lux.	112	170	264	436	488	566	614	395	439	429	402	263	290	365	
Pays-Bas	Millions Florins	680	901	1.060	1.253	1.330	1.583	1.699	1.854	1.845	1.656	1.505	1.728	2.013	2.158	
Norvège	Millions Cour. N.	370	357	572	831	1.067	1.141	953	967	1.049	1.024	1.107	1.058	1.179	1.364	
Portugal	Millions Escudos	1.419	1.516	1.553	1.691	1.975	2.100	2.224	2.297	2.391	2.485	2.820	3.023	4.922	6.155	
Turquie	Millions Livres turques	556	599	652	725	827	936	1.077	1.159	1.266	1.470	2.153	2.405	2.614	2.868	
Royaume-Uni	Millions £s. Strlg.	779	849	1.149	1.561	1.681	1.571	1.567	1.615	1.574	1.591	1.589	1.655	1.709	1.786	
Etats-Unis	Millions \$ E.U.	13.580	14.559	33.398	47.852	49.621	42.900	40.518	41.773	44.548	45.503	46.614	46.545	49.417	54.452	
<i>Région</i>																
Total Europe (b)	Millions \$ E.U.	4.825	5.445	7.627	10.231	12.403	11.746	11.828	13.137	13.814	12.925	13.385	14.215	15.264	17.054	
Total Am. du N.	Millions \$ E.U.	13.952	15.054	34.618	49.727	51.591	44.671	42.337	43.661	46.377	47.243	48.256	48.199	51.128	56.098	
Total OTAN (b)	Millions \$ E.U.	18.777	20.499	42.245	59.958	63.994	56.417	54.165	56.798	60.191	60.168	61.641	62.414	66.392	73.152	

- (a) Avant son accession à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (mai 1955), la République Fédérale d'Allemagne contribuait aux budgets de défense de certains pays OTAN par le paiement de frais d'occupation; elle assumait en outre certaines dépenses qui entrent également dans le cadre de la définition OTAN des dépenses de défense. Le total indiqué dans la colonne 1953 représente en réalité des dépenses de défense effectuées à ces divers titres au cours de l'exercice financier 1953/54 (1^{er} avril-31 mars). Les chiffres pour la période antérieure à l'exercice financier 1953/54 n'ont pas encore été communiqués au Secrétariat.
- (b) Les totaux Europe et OTAN ne comprennent pas, pour la période antérieure à l'année 1953, les dépenses de défense de la République Fédérale d'Allemagne et, pour cette raison, ne sont pas directement comparables aux totaux des années suivantes.

Colloque Occidental des Etudiants

Avant la fin de l'année 1962 s'est tenu à Bruxelles un colloque universitaire qui s'était donné pour objectif de répondre aux questions suivantes : Que sont les institutions européennes ? Comment les placer dans leur cadre atlantique ? Ce colloque a été réalisé avec la collaboration de la section de la Jeunesse de l'Association Atlantique belge, sous le patronage de l'Action pour l'Europe Nouvelle et l'Expansion Atlantique, de l'Association Atlantique belge et du Centre européen de Documentation et d'Information. Parmi les orateurs figuraient : le Ministre d'Etat Paul van Zeeland, les Ministres J. Van Offelen et P. Wigny, le sénateur Baron Pierre Nothomb, le Général français Carpentier, le Général belge Hontoy et M. Paul Lévy, directeur de l'Information du Conseil de l'Europe. Les interlocuteurs étaient des étudiants venus de Paris, d'Aix-en-Provence, d'Anvers, et des quatre universités belges : Bruxelles, Louvain, Gand et Liège.

S'il appartient aux aînés de gérer la politique dans le présent, il revenait aux jeunes d'en étudier les aboutissements. Ce colloque voulait être un saut dans l'avenir et le fut effectivement : au programme, un rien audacieux, le « partnership » préconisé par le président Kennedy, la défense du monde libre, le désarmement. Le Général Carpentier, déplorant le manque de cohésion au sein de l'OTAN dû à l'absence d'une autorité politique commune, exprimait certainement une inquiétude unanime. Quant à M. Van Zeeland, retour d'un « voyage aux U.S.A. et en Amérique latine, il devait souligner que l'idée du « partnership atlantique » y fait de grands progrès dans tous les milieux. Il ressort de ce colloque que si la jeunesse d'aujourd'hui est pleinement consciente du soutien qu'elle doit apporter à l'Europe qui se construit, elle tourne déjà ses regards vers l'étape suivante de ce grand mouvement qui bouleverse l'organisation de notre monde : l'association atlantique.



LIVRES

L'ALLIANCE ATLANTIQUE ESSAI DE PHENOMENOLOGIE POLITIQUE

par Claude Delmas.

(Payot, Paris, 280 pages, 20 NF.)

Cet important ouvrage n'est pas le seul que M. Claude Delmas ait consacré à l'Alliance Atlantique (1), mais il est assurément le plus complet, celui qui, à la fois, résume et amplifie les autres. M. Delmas avait déjà soutenu précédemment que l'Alliance Atlantique n'est pas conjoncturelle et que les « solidarités » qu'elle exprime lui sont en réalité très antérieures. En d'autres termes, que cette Alliance ne s'explique pas par le seul fait de la menace soviétique et qu'en conséquence elle n'est point destinée à disparaître avec elle. M. Delmas entreprend dans ce livre de le démontrer et il le fait avec la rigueur et l'autorité de l'historien qui n'affirme rien qui ne soit certain et contrôlé. Sa démonstration, à l'image des édifices du passé, s'appuie sur des fondations particulièrement solides, c'est-à-dire sur une documentation impressionnante dont la puissance convaincante est indiscutable.

M. Delmas a divisé son ouvrage en trois parties, nous allons écrire en trois étages. D'abord le fondement sous-jacent qu'il appelle la régionalisation et la politisation de l'espace atlantique, ensuite la concrétisation apparente des solidarités : l'OTAN, et enfin, sous le vocable général de coexistence pacifique, l'analyse des problèmes majeurs qui se posent à l'Alliance. En somme, l'OTAN et les problèmes qui gravitent autour d'elle, qu'elle suscite ou qui lui sont imposés, n'apparaissent que comme des conséquences logiques d'un grand fait historique qui a pour origine lointaine le « reflux vers le Nord » de la civilisation méditerranéenne sous la pression des invasions islamiques. Il s'agit de l'avènement de l'Atlantique, océan d'aventure d'abord puis de commerce ensuite, au rang de nouvelle Méditerranée, avec tout ce que cela comporte d'épanouissements divers, économiques, sociaux, politiques et philosophiques et aussi de prolongements collectifs. L'océan Atlantique et l'Alliance, qui porte son nom, n'avaient pas encore été étudiés dans cette perspective. M. Delmas a comblé une lacune, mais il a aussi ouvert une porte, indiqué une voie. Ajoutons que le livre de M. Delmas bénéficie d'une remarquable préface du Général Valluy, ancien Commandant en Chef des Forces Alliées Centre-Europe et actuellement Secrétaire Général de l'Association du Traité de l'Atlantique.

« THE SPREAD OF NUCLEAR WEAPONS »

Dire que les armes nucléaires vont bientôt se répandre aux quatre coins du monde à peu près de la même manière, et aussi vite, que le « Juke-box », est un point de vue très pessimiste. En effet, ce processus n'est pas inéluctable. Les « juke-box » n'atteignent pas des prix exorbitants ; leurs essais n'exigent pas de vastes espaces dégagés et le fait de les posséder ne mécontente pas une moitié du monde ni ne suscite des crises cardiaques dans l'autre moitié, comme ce serait

le cas s'il s'agissait d'une bombe nucléaire. Voilà les principaux facteurs susceptibles de décourager tout pays qui, ne disposant pas de moyens nucléaires, serait tenté de les acquérir. Mais il y en a d'autres dont les auteurs du livre en question tiennent compte dans une remarquable étude analysant, sur le plan de la réalité aussi bien que de la théorie, la possibilité de voir des pays autres que les puissances nucléaires actuelles décider de sauvegarder leur sécurité grâce à la fabrication ou à l'acquisition d'armes atomiques. MM. Léonard Beaton et John Maddox sont des correspondants du « Guardian », l'un pour les questions de Défense et l'autre pour les questions scientifiques.

Ce que doivent comprendre les gouvernements qui désirent accéder à la puissance nucléaire, c'est que la condition préalable indispensable est la signature d'un chèque en blanc. Les programmes nucléaires les plus modestes exigent un effort industriel massif et calculé, accompagné d'un développement ininterrompu. Une fois la bombe obtenue et prête à faire vibrer les aiguilles des sismographes du monde entier, il ne reste plus au glorieux propriétaire qu'à trouver un lieu d'essai. Où, par exemple, pourraient opérer la Suisse, la Suède ou l'Allemagne ? Les îles désertes ne sont pas à la portée de tous. Sans doute pourraient-ils provoquer une explosion souterraine, mais, comme les auteurs le soulignent, ceci exige des techniques spéciales car, même si la surface ne subit aucune destruction, les eaux peuvent être polluées par la radioactivité. Bien sûr, il y a encore l'espace, mais les fusées ne sont pas toujours contrôlables.

Les auteurs estiment que rien ne justifie une attitude résignée due à l'impression que les armes nucléaires se répandent aussi vite que les autres produits du monde industriel moderne. Ils ajoutent : « Toutefois, il faut bien comprendre qu'il n'existe aucun moyen technique simple d'arrêter la propagation de ces armes. Le problème ne peut être considéré isolément. La décision de fabriquer des armes nucléaires correspond à une entreprise politique de grande importance et dépend finalement de la sécurité que le monde assure aux puissances moyennes. Tous les gouvernements devraient tendre à maintenir et à élargir la situation actuelle où de nombreux pays préfèrent détenir une option plutôt que de s'engager à assumer les efforts et les dépenses imprévisibles (pour une amélioration aléatoire de la sécurité) qu'implique la constitution d'une force indépendante ».

WER SOLL DER HERR DER ERDE SEIN ?

(Qui sera le maître de la Terre ?)

par Hugo Fischer

(Seewald Verlag, Stuttgart).

Chose curieuse, il y a peu d'écrits sur la philosophie politique moderne, en sorte que ce livre de Hugo Fischer (ancien professeur à Cambridge et à Benares, avant d'aller à l'université de Munich) arrive à point nommé pour constituer une utile étude de la philosophie qui est à la base de notre monde divisé. Le professeur Fischer loin de s'adonner à un sombre pessimisme, discerne dans le monde libre des évolutions et des tendances qui indiquent que les structures et conceptions de nos lois naturelles peuvent être adaptées à des conditions et obligations nouvelles.

Dans sa pénétrante étude de la doctrine léniniste et des méthodes totalitaires, il ne sous-estime nullement la dangereuse fascination du pouvoir. L'avènement du monde, qui débordera les frontières nationales périmées, aura-t-il ses racines dans la liberté et la loi, ou prendra-t-il la forme du pouvoir totalitaire, avec à la barre, les « maîtres de l'esprit universel » de Hegel ? L'auteur a raison : la question angossée que posait Nietzsche il y a quatre-vingts ans « qui sera le maître de la terre ? » est la question d'aujourd'hui. L'ouvrage du professeur Fischer nous permettra de juger par nous-mêmes.

(1) Voir *Nouvelles de l'OTAN*, septembre 1961, page 23, et novembre 1961, page 26.



Sélection d'articles relevée dans les périodiques reçus au Siège de l'OTAN pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1962. Pour obtenir ces articles, prière d'écrire aux publications elles-mêmes et non à l'OTAN qui ne peut se dessaisir de ses exemplaires.

OTAN

- EPPSTEIN, John.
«THE EFFECTS OF DECOLONISATION UPON THE ATLANTIC ALLIANCE».
The British Survey, Londres, septembre 1962, p. 8.
- DOUGHERTY, James.
«EUROPEAN DETERRENCE AND ATLANTIC UNITY».
Orbis, Philadelphie, Automne 1962, Vol. VI, n° 3, p. 371.
- WHITE, Général Thomas D.
«NEW ERA IN NATO».
Newsweek, Washington, 29 octobre 1962, p. 24.
- BOOTHBY, Lord.
«ATLANTIC UNION WOULD CURE «NUCLEAR NATIONALISM»».
Freedom and Union, Washington, novembre 1962, p. 8.
- LASCARIS, Constantine.
«THE NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION SEEN FROM THE ANGLE OF THE LABOUR SYNDICALISM».
Workers Tribune, Athènes, 1-15 novembre 1962.
- VOUTHIER, Charles.
« L'HEURE DE LA VERITE POUR L'OTAN ».
Revue Militaire Générale, Paris, novembre 1962, p. 432.
- MORGAN, Carlyle.
«NEW ATLANTIC COLLEGE OPENS ITS DOORS: EDUCATION TO BOLSTER DEFENCE OF FREEDOM».
Freedom and Union, Washington, novembre 1962, p. 22.

QUESTIONS POLITIQUES

- BLOOMFIELD, Lincoln P.
«ARMS CONTROL AND WORLD GOVERNMENT».
Survival, novembre-décembre 1962, p. 260.
- «CUBA CRISIS - STEP BY STEP REVIEW».
New York Times, 6 novembre 1962, p. 1.
- « LA FRANCE ET LES NATIONS UNIES ».
Revue de Défense Nationale, Paris, novembre 1962, p. 1655.
- « LES RELATIONS DIPLOMATIQUES DE L'UNION SOVIETIQUE EN AFRIQUE, EN ASIE ET EN AMERIQUE LATINE ».
Est-Ouest, BEIPI, 16-30 novembre 1962, p. 13.
- BETHE, Hans A.
«DISARMAMENT AND STRATEGY».
Survival, Londres, novembre - décembre 1962, p. 267.

QUESTIONS ECONOMIQUES

- LAURAT, Lucien.
« LE COMECON - LE BLOC ORIENTAL EN PERTE DE VITESSE ».
Esopo, Paris, 16 septembre 1962, p. 1.

BIBLIOGRAPHIE

- KASER, Michael.
«THE NATURE OF SOVIET PLANNING».
Soviet Studies, Oxford, octobre 1962, p. 109.

QUESTIONS MILITAIRES

- GIESE, Fritz E.
«THE SOVIET POSITION IN THE MEDITERANEAN».
Military Review, Fort Leavenworth, Kansas, octobre 1962, p. 31.
- ZENNER, Vice-Admiral K.A.
«THE GERMAN NAVY AND ITS TASK IN NATO».
NATO's Fifteen Nations, Amsterdam, octobre-novembre 1962, p. 32.
- «US BASES ABROAD».
Times, New York, 9 novembre 1962, p. 21.
- BOMAN, Col. Truman R.
«SOVIET GUIDED MISSILE DEPLOYMENT».
Military Review, Fort Leavenworth, novembre 1962, p. 75.
- LE POTIER, Contre-Amiral.
« LA FORCE DE DISSUASION SOUS-MARINE ».
Revue de Défense Nationale, Paris, novembre 1962, p. 1666.

ALLEMAGNE

- FRISCH, Alfred.
« L'ALLEMAGNE CHOISIT LA PRUDENCE ».
Preuves, Paris, novembre 1962, p. 62.
- SCHNEIDER, Colonel F.
« PERSPECTIVES OUEST-ALLEMANDES : REVES ET REALITES ».
Revue de Défense Nationale, Paris, novembre 1962, p. 1740.

DANEMARK

- BREYER, Siegfried.
«THE DANISH FLEET».
Military Review, Fort Leavenworth, Kansas, octobre 1962, p. 93.
- HAEKKERUP, P.
« LE PROBLEME DE L'ADHESION DU DANEMARK AU MARCHÉ COMMUN ».
Combat, Paris, 15 novembre 1962, p. 7.

FRANCE

- « LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS LE IV^e PLAN ».
Revue de Défense Nationale, Paris, octobre 1962, p. 1552.
- « LA COMPOSITION SOCIALE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ».
Est-Ouest, BEIPI, Paris, 1-15 octobre 1962, p. 5.

ETATS-UNIS

- « LES ETATS-UNIS ET LE MONDE EXTERIEUR - LES CINQ POINTS DE LA POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS ».
France-USA, octobre-décembre 1962, p. 1.

GRECE

- CHEVALIER, P.A.
« L'ECONOMIE GRECQUE A L'HEURE EUROPEENNE ».
Journal de Genève, 29 octobre, 1^{er} et 5 novembre 1962.

RUSSELL, Amiral J.S.
«NATO STRATEGY AND GREECE».
International Relations, Athènes, novembre 1962.

CARAMANLIS, Constantin.
«INTERNATIONAL LEGALITY».
International Relations, Athènes, novembre 1962.

ISLANDE

VALETTE, Claude.
« L'ISLANDE, PORTE DE L'ATLANTIQUE ».
Revue de Défense Nationale, Paris, octobre 1962,
p. 1454.

PORTUGAL

« LE PORTUGAL SERA-T-IL ASSOCIÉ À LA CEE ? ».
L'Economie, Paris, 22 novembre 1962, p. 5.

TURQUIE

« L'ECONOMIE TURQUE À LA VEILLE DU PLAN
QUINQUENNAL 1963-1967 ».
Notes et Etudes Documentaires, Documentation
française, 29 octobre 1962, n° 2.932.

«TURKEY'S RADICAL PLAN».
The Economist, Londres, 10 novembre 1962, p. 578.

U.R.S.S.

KHRUSHCHEV, Nikita S.
«THE SOCIALIST CAMP AND EEC».
Survival, Londres, novembre-décembre 1962,
p. 282.
Des extraits de l'article de M. Khrouchtchev
dans « *Kommunist* » (août 1962).

«WHY IT'S RUSSIA'S TURN TO WORRY ABOUT A
MISSILE GAP?».
US News and World Report, Washington,
3 décembre 1962, p. 45.

PUBLICATIONS OTAN

Communiqués de Presse :

N° (62) 18 — Visite d'adieu du Général Norstad au
Conseil de l'Atlantique Nord. — 17 octo-
bre 1962.

N° (62) 19 — La relève de SACEUR est reportée. —
29 octobre 1962.

N° (62) 20 — Nomination au commandement de la
Manche. — 31 octobre 1962.

N° (62) 21 — Rapport sur la création d'un institut inter-
national des sciences et de la technologie.
— 16 novembre 1962.

N° (62) 22 — Prorogation des fonctions du Général
Heusinger. — 22 novembre 1962.

Les NOUVELLES DE L'OTAN peuvent être obtenues à l'une des adresses suivantes :

ÉDITION FRANÇAISE

« *Nouvelles de l'OTAN* »

Tous les pays sauf le Canada
Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine, Paris, 16^e.

Canada

The Department of External Affairs,
Information Division,
Ottawa, Ontario.

ÉDITION ALLEMANDE

« *NATO Brief* »

Presse-und Informationsamt der Bundesregierung,
Welckerstrass, 11, Bonn, Allemagne.

ÉDITION ITALIENNE

« *Notizie NATO* »

Comitato Italiano Atlantico,
Piazza di Firenze, 27, Roma (2), Italie.

ÉDITION DANOISE (trimestrielle)

« *NATO Nyt* »

Atlantsammenslutningen
Forchammersvej 13,
Copenhague, Danemark.

ÉDITION ANGLAISE

« *NATO Letter* »

Royaume-Uni

The Central Office of Information
Hercules Road, Westminster Bridge Road, London, S.E.1.

Etats-Unis

Distribution Planning,
Office of Media Services,
Department of State, Washington 25, D.C.

Canada

The Department of External Affairs,
Information Division,
Ottawa, Ontario.

Autres pays

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine,
Paris (16^e) France

ÉDITION GRECQUE (trimestrielle)

« *Deltion NATO* »

Association Hellénique du Traité Atlantique
30, avenue El. Venizelos,
Athènes 1, Grèce.

ÉDITION NÉERLANDAISE

Pays-Bas

« *NAVO Maandblad* »

Ministerie van Buitenlandse Zaken,
Plein, Den Haag, Pays-Bas.

Belgique

« *NAVO Maandblad* »,

Ministerie van Buitenlandse Zaken,
Dienst van de Westerse Organisaties,
Algemene Directie van de Politiek,
8, Wetstraat, Brussel, Belgique.

ÉDITION TURQUE (trimestrielle)

« *NATO Dergisi* »

Uçan Türk
Türk Hava Kurumu,
Ankara, Turquie.

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées par le Service de l'Information de l'OTAN

Rédactrice en chef : SHEVAWN LYNAM ; *Rédacteurs adjoints* : JEAN DE MADRE et JHON S. HODDER

Des exemplaires sont envoyés gratuitement aux organisations et aux personnes s'intéressant spécialement aux affaires internationales. A moins que le contraire ne soit spécifié, les articles et documents peuvent être reproduits librement en mentionnant leur origine. La reproduction des articles signés doit contenir le nom de l'auteur.

